

tribune

SPECIAL

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
Supplément au n° 478, 1,50 F
JEUDI 24 DECEMBRE 1970



22-23-24
Janvier 1971

CONSEIL NATIONAL

Textes
soumis à la
discussion

Pour préparer le Conseil National

Quatorze assemblées régionales ont réuni un millier de délégués, ouvriers et paysans. Aux militants du P.S.U. s'étaient joints des travailleurs qui mènent les luttes avec eux. Pour la première fois les travailleurs, à partir de leurs expériences, ont pu élaborer eux-mêmes le programme d'action politique capable d'assurer la convergence de leurs luttes dans une perspective révolutionnaire.

Ces assemblées ont fait apparaître une grande unité de vue, comme l'exprime le document élaboré par la commission nationale de synthèse des secteurs ouvriers et paysans.

Là où des divergences sont apparues (par exemple sur les rapports parti-syndicats ou avec certains délégués de la région Rhône-Alpes sur les problèmes paysans), les positions contradictoires seront publiées par ailleurs.

Bien entendu, si presque tous les problèmes ont été abordés, ils l'ont été inégalement par chacune des assemblées. Chacune d'entre elles, maîtresse de son ordre du jour, s'est attachée d'abord aux problèmes les plus proches de l'expérience réelle des participants. Le débat d'orientation n'a fait l'objet d'un texte que dans la Région Parisienne. Ce texte sera transmis à l'ensemble des militants (1).

D'autres contributions sont en cours de rédaction, notamment sur les problèmes agricoles et la formation professionnelle.

Certaines questions n'ont été que partiellement abordées, comme celles de l'enseignement et de la culture. D'autres ne l'ont pas été du tout, comme celle de l'action étudiante, et devront faire l'objet de propositions des fédérations.

Certains problèmes ouvriers devront être approfondis, par exemple le problème de la retraite.

Les fédérations devront respecter l'esprit qui a présidé au programme des Assemblées. Il ne s'agit pas d'établir un catalogue de revendications. Il s'agit d'élaborer, dans la perspective de transformation révolutionnaire, les mots d'ordre permettant d'unifier les luttes des travailleurs ouvriers et paysans, français et immigrés, et de trouver la voie de leur alliance avec les autres couches sociales qui subissent l'oppression capitaliste.

Le rôle des sections et des fédérations sera de se prononcer sur les orientations de ce programme en ne trahissant pas la volonté exprimée par les militants ouvriers et paysans délégués aux Assemblées régionales.

Pour que cette volonté soit respectée, il importe que les fédérations mandatent au Conseil national des militants ouvriers et paysans.

(1) Pour faciliter cette transmission, le texte est publié en annexe dans ce numéro de « Tribune Socialiste », ainsi que le texte Rhône-Alpes sur les problèmes paysans et la contribution sur la formation professionnelle.

Programme d'action

A. — Luttes ouvrières

L'organisation du travail est actuellement entièrement entre les mains du patronat — privé ou d'Etat — conçue par lui tout à la fois d'une façon scientifique et suivant un organigramme de type militaire et se traduit précisément par ce qui fait l'objet des autres points de l'étude dont nous sommes chargés : hiérarchie - productivité - discrimination dans l'entreprise.

Hiérarchie

Aspects immédiats

Ses manifestations les plus évidentes sont : celui qui a la blouse blanche et qui gueule dans l'atelier et les différences entre les feuilles de payes.

Elle traduit en fait à la fois l'arbitraire des patrons, la volonté de diviser la classe ouvrière et de maintenir la bureaucratie dans l'entreprise.

Rôle

Le capitalisme est conduit à multiplier les pouvoirs dans l'entreprise : pouvoir des dirigeants, des cadres, de la maîtrise, etc.

Il y a des centres de décision et il y a une hiérarchie : dans l'organisation capitaliste les centres de décision sont en dehors de la hiérarchie.

C'est l'intérêt du capitalisme de faire cautionner sa politique par des technocrates, de donner un aspect technique à ses décisions, ce qui les rend apolitiques. Les cadres sont ainsi la courroie de transmission du pouvoir capitaliste, le paravent ou l'instrument de l'exploitation capitaliste. Ils servent de caution technique à des décisions politiques.

De plus, la hiérarchie est utilisée

comme courroie de transmission de l'idéologie patronale. Celle-ci s'exprime à travers un certain nombre de valeurs qui sont celles de l'« élite » dirigeante et qu'il va falloir inculquer aux exploités. Ces valeurs s'expriment par un certain nombre de mots clefs. Bien entendu le mouvement ouvrier exprime aussi un certain nombre de mots que le patronat n'ignore pas et qu'il va s'essayer à détruire.

Enfin il y a nécessité pour la bourgeoisie de maintenir des inégalités salariales importantes pour perpétuer le modèle de développement de la société de consumma-

tion (rôle de pilotes-consommateurs des cadres).

Objectifs

Avec la volonté d'imposer un statut unique du travailleur (du manoeuvre à l'ingénieur) il faut dès lors être net :

- refuser toute multiplication des échelons intermédiaires et de l'institutionnalisation des différences de salaire par leur création.

- exiger, notamment à travers des A.G. du personnel une augmentation uniforme pour tous, sans se masquer qu'une telle revendication risque d'éclairer la ligne de partage de la lutte de classes, qui passe aussi à travers les entreprises.

- la fixation de la somme demandée ne doit pas avoir, comme seule base l'évolution du coût de la vie, mais tenir compte de celle des besoins réels, ressentis par les travailleurs et définis par eux-mêmes.

Mais pour répondre à la disparité des salaires, pour la même qualification, d'un atelier à l'autre, d'une usine à l'autre, et d'une région à l'autre, un objectif actuel pourrait être :

Idéologie patronale

l'individu
la paix sociale
la hiérarchie
le profit
le rationnel
« Travaille et tais-toi »
le Chef
l'entreprise
la compétition
le comité d'entreprise
l'apolitisme
l'ordre
la collaboration

Idéologie ouvrière

les masses
la lutte
le conseil ouvrier, le soviet
le partage
l'humain
la contestation
le leader, le meneur
l'autogestion
l'unité
le syndicalisme
la politique
la société à rebâtir
la lutte des classes.

La grille unique des salaires, pour un même travail, à un même niveau, même salaire.

L'idéal à atteindre, lorsque les mentalités auront suffisamment évolué et que l'on sera assez détaché de la notion de profit et autre, est la suppression totale de la hiérarchie. Chacun travaillant selon ses aptitudes et recevant un salaire en fonction de ses besoins.

Les étapes possibles peuvent être à moyen terme la détermina-

tion d'un salaire « besoin » le même pour tout le monde et qui serait révisé en fonction de l'augmentation du coût de la vie et de l'accession aux découvertes de la technique du plus grand nombre (télé, machines à laver) à ce salaire « besoin » on peut adjoindre un salaire de fonction qui varierait suivant les responsabilités et qui au début devrait être maintenu en valeur relative (réévaluation de temps à autre).

litiques, la direction oppose souvent la lettre individuelle ou la note d'information rapide, utilisant à plein la suprématie de ses moyens. Le but en est toujours de démontrer que la direction est soucieuse des intérêts de son personnel, qu'elle est « raisonnable » et que les porte-parole que se donne le personnel ne le sont pas.

La direction instaurera également un système de « conférences » baptisées « comités » ou même « conseils » (sic !), ouvertes à un certain niveau de la hiérarchie. Partant du principe que ce qui crée un « malaise » dans les catégories de l'encadrement, c'est la plus grande compétence des militants sur le plan social, juridique, économique et que cette situation crée un complexe d'infériorité dans la hiérarchie (opposé à sa vocation de domination), elle instituera des cours spéciaux ou enverra ses cadres à des « séminaires ».

Productivité

Présentée par les patrons comme une nécessité pour rester « compétitifs » et obéir aux fameuses lois du marché, imposée souvent comme un chantage à la garantie de l'emploi (voire à la santé des malades), ressentie souvent comme une émulation justifiant la promotion et le passage dans l'aristocratie ouvrière, ou comme une sorte de devoir vis-à-vis d'une collectivité plus large (nationale pour les services publics).

Elle est en fait un instrument entre les mains du patronat pour :

- accentuer l'accumulation du capital (récupération des salaires et augmentation des profits).

- récupération d'une main de ce que l'on a donné de l'autre (réduction d'horaire).

- briser la combativité ouvrière (abrutissement, etc.).

Ceci étant,

Elle est le lieu privilégié de l'ap-

plication de l'axe du contrôle ouvrier, l'endroit précis où est remise totalement en cause l'autorité patronale.

Elle doit être remise en cause et simultanément à tous les niveaux, de la simple équipe à l'ensemble de l'entreprise.

Bien sûr le contrôle sur les cadences, l'imposition unilatérale du temps de repos sur les chaînes, la suppression du boni sont les objectifs importants, mais lier salaires et productivité c'est tomber dans le piège patronal car il accorde toujours des miettes et récupère les augmentations très largement par ce moyen.

Par contre lier la productivité et les horaires paraît plus juste en particulier la **diminution automatique de la durée du travail à chaque innovation technique**, est un objectif précis répondant à cette question.

Discrimination dans l'entreprise

Arme privilégiée du patronat, elle lui sert pour :

- diviser la classe ouvrière en tentant d'opposer entre elles ses différentes couches et d'intégrer ce qu'il appelle lui-même « l'aristocratie ouvrière ».

- briser la combativité ouvrière en acceptant une dialectique « catégorielle ».

- faire agir au maximum le cadre oppressif et répressif du système capitaliste de la division du travail.

Elle revêt dès lors plusieurs aspects et touche plus spécialement certaines catégories.

Les aspects

La politique salariale

Liée indissolublement à la conception de la hiérarchie, elle est de ce fait plus particulièrement étudiée dans un autre chapitre de cette synthèse. Insistons seulement ici sur le fait qu'elle se développe le plus souvent en :

- multipliant les classifications intermédiaires et imposant les définitions de postes.

- se réservant le droit d'attribuer des primes dites « personnalisées » (primes, bonis, chantage à l'absentéisme, à la baisse de productivité, à la promotion).

- proposant aux organisations syndicales de reconnaître cet état de fait par le biais notamment des contrats dits « de progrès ».

La politique d'embauche

L'embauche est précédée d'une enquête de type policier (le recours à des agences privées est de plus en plus fréquent) où les activités syndicales et politiques auront le poids que l'on sait. On embauchera prioritairement des cadres politiquement et socialement sûrs, des ouvriers connus pour leurs idées conformistes, militaristes ou réactionnaires et on leur promettra une promotion rapide moyennant un complément de formation.

La sélection s'accompagne volontiers de critères d'apparences psycho-techniques, voire simplement médicale, mais qui sont en fait les signes d'acceptation d'un système et d'une idéologie. En tout état de cause, elle renforcera alors la crédibilité d'une hiérarchie du savoir et des compétences.

L'information patronale

Depuis 68, on constate un investissement certain du patronat en temps et en argent pour étendre et diffuser l'idéologie capitaliste.

Face aux tracts syndicaux ou po-

La formation

Personnelle ou collective, intérieure à l'entreprise ou extérieure, déjà fortement hiérarchisée quand elle était baptisée « technique », mystificatrice quand, acceptée par les syndicats, elle se proclame « permanente », elle constitue en fait :

- la reconnaissance du bien-fondé de la hiérarchie du savoir et des compétences.

- l'acceptation par les syndicats de la division capitaliste du travail.

Ayant comme objectif non dissimulé d'être « rentable », dans les plus brefs délais, pour l'entreprise, s'ouvrant aux travailleurs se situant à un certain niveau de la hiérarchie, elle prolonge finalement dans l'entreprise un enseignement bourgeois, véhicule de l'idéologie bourgeoise, contre lequel luttent nos camarades étudiants et enseignants. Elle accentue la mainmise du patronat sur l'enseignement et assure une intégration plus continue dans le système.

La formation professionnelle pour adultes, présentée comme « neutre » est en fait de plus en plus contrôlée, voire assurée par les employeurs (subventions patronales), ou confiée à des cours privés. Elle est assurée dès lors en critère de rentabilité. De plus son coût, souvent trop élevé, ne permet pas une reconversion ou un perfectionnement véritable.

Le logement dit "de fonction"

L'exemple le plus net de ce que peut être un besoin social confié au patronat : l'exemple du holding Peugeot à Sochaux qui a détourné le financement public H.L.M. vers des sociétés immobilières sous son contrôle qui gèrent logements familiaux, logements des-jeunes travailleurs et travailleurs immigrés.

C'est un maillon supplémentaire à la chaîne qui lie le travailleur à l'employeur, notamment dans le cas de départ ou d'installation en province.



Il y a de plus l'interprétation « économique » que font un certain nombre de directions de l'emploi du 1 % ; priorité donnée aux cadres venant de province, voire de l'étranger.

Les catégories les plus spécialement touchées

Les travailleurs immigrés

Volant de main-d'œuvre reconnu nécessaire par le capitalisme français, et européen, il est plus correct de les définir comme « fraction non française » du même prolétariat international ; à ce titre et du fait de leur situation objective ils sont partie prenante dans la lutte des classes en France. Le patronat se sert à ce niveau de deux armes :

- en liaison avec l'appareil répressif, policier, il assure la pression sur les T.I. pour qu'ils ne participent pas aux luttes qui les concernent.

- utilisant les retombées de l'idéologie bourgeoise dans le mouvement ouvrier, il entretient le racisme, le chauvinisme, voire le social-chauvinisme (« les travailleurs français d'abord » disent certains maires P.C.).

Un certain nombre de mots d'ordre d'action sont de type réformiste et révisionniste, tels que ceux de :

- droits égaux : pour qui ? Est-ce que cela signifie le droit pour un T.I. d'être, au même titre qu'un polisseur sur métaux par exemple (quelle que soit son origine) usé à 50 ans ?

- droit au logement. Devant le scandale des bidonvilles, le patronat arrive à concevoir une politique de logement liée au contrat pour la population immigrée. Que vaut cette politique ?

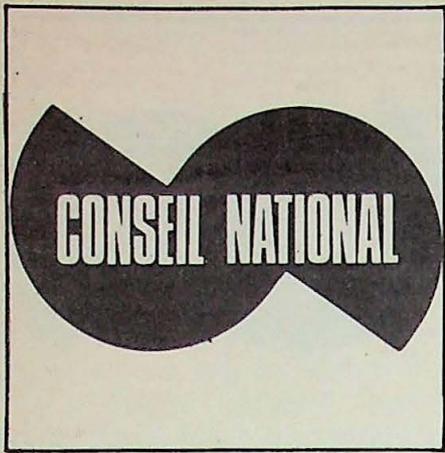
Par contre, l'alphabétisation est un besoin auquel on doit répondre. Mais à condition d'être conçue comme un travail collectif et non comme un travail tendant à la promotion individuelle ou à « l'intégration dans la nation française » par :

- l'utilisation des manuels orientés de l'Education Nationale.

- l'absence de contact individuel.

- la persistance du rapport maître-élève rappelant le rapport colonisateur-colonisé.

- l'unique étude de la langue française.



La direction politique de l'alphabétisation doit être assurée par les T.I. eux-mêmes.

C'est une première étape vers leur organisation autonome. Celle-ci revêt une importance capitale dans le problème de la jonction avec la classe ouvrière française.

Comptant sur leurs propres forces et luttant sur leurs problèmes ils apparaîtront comme une force. Retrouvant dans la bataille contre la discrimination les jeunes et les femmes, ils feront la jonction avec la classe ouvrière d'origine française, et prouveront la force du mot d'ordre « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ».

Les femmes

L'aliénation objective des femmes (charges de famille, problèmes ménagers, absentéisme forcé pour maternité ou maladie des enfants, prédominance du rôle attribué au « mâle ») sert au patronat pour justifier sa politique, de :

- sous-qualification du travail féminin.
- sous-rémunération.
- pression sur la productivité.
- absence de promotion justifiée par l'absentéisme.

Là encore les retombées de l'idéologie bourgeoise au sein du mouvement ouvrier tendant à institutionnaliser un état de fait (réclamations « récupérées » d'aménagement d'horaires ou de possibilité de travail partiel, impact du slogan « la femme au foyer »).

Les jeunes

La discrimination à leur égard prolonge dans l'entreprise la discrimination existante à l'Ecole et dans l'enseignement en général ; reprise par le patronat elle le conduit à l'utilisation forcenée :

- des entreprises de prêt de main-d'œuvre (négriers).
- du chômage parmi les jeunes travailleurs de C.A.P. et de diplômés.
- de la déportation de la main-d'œuvre vers les régions surindustrialisées se doublant de l'implantation d'entreprises marginales pratiquant des bas salaires.
- de la sélection en faveur des jeunes issus des centres patronaux ou des travailleurs confirmés par plusieurs années de pratique, conduisant à la déqualification systématique de régions entières (Bretagne, Loire-Atlantique notamment).

Cette utilisation sert au patronat pour :

- ajouter une division en favorisant le conflit des générations.
- briser la combativité ouvrière en créant une masse flottante.

Elle se traduit de plus :

- dès la fixation et l'évolution des salaires en fonction de l'âge (avant 18 ans, entre 18 et 20, après le service militaire). Le sentiment spontané de révolte des jeunes est ensuite récupéré par les possibilités d'amélioration automatique du niveau de vie.
- le caractère oppressif et répressif des foyers de jeunes travailleurs.
- la fixation arbitraire des congés payés.

Face à ces différentes formes de discrimination, le mot d'ordre unifiant « à travail égal, salaire égal » peut être repris aux conditions suivantes :

- grille unique, discutée et acceptée par l'ensemble des travailleurs.
- formation politique et technique organisée et contrôlée par les travailleurs et prise sur le temps de travail.
- hiérarchie du savoir constamment remise en cause.

Il doit être repris dans un axe commun permettant de lutter aussi avec le secteur public (y compris les enseignants) pour **UN STATUT UNIQUE DES TRAVAILLEURS** avec en particulier la même garantie de l'emploi du manoeuvre à l'ingénieur.

Mais cet axe de lutte sur les salaires et le statut n'a de sens que s'il est global, dépassant l'entreprise et situé sur un plan politique.

En particulier :

Toute action sur une grosse entreprise doit être unifiée avec les travailleurs des usines sous-traitantes.

gestion capitaliste à travers les comités d'entreprise ;

— l'accord sur la formation professionnelle constitue de la part des syndicats une acceptation de la division capitaliste du travail ;

— attitudes paternalistes dans certains secteurs peu évolués du capitalisme ;

— mainmise sur le cadre de vie des travailleurs par des entreprises et des sociétés (SOCHAUX, BATA, Moselle) ;

— emprunts pour le logement, pour les équipements ménagers, etc.

On constate également un changement de tactique du patronat qui devance l'action syndicale et paralyse l'action par des structures de faux dialogues.

Les organisations syndicales se battent sur le terrain choisi par le capitalisme.

— la participation au VI^e Plan sans posséder de pouvoirs réels ;

— acceptation d'un cadre pré-établi par le patronat et le pouvoir au service de ce même patronat ;

— en voulant faire entendre la voix des travailleurs dans de telles commissions, les organisations syndicales risquent de créer des illusions et d'affaiblir leurs luttes ;

— l'Etat et le patronat ont besoin d'organismes structurés et de responsables désignés pour contrôler par l'intermédiaire des syndicats la classe ouvrière ;

— la structure syndicale est pratiquement à l'image des structures centralisées de l'Etat ;

— par le biais de différentes commissions et organismes, l'Etat capitaliste choisit son terrain ;

— les structures syndicales deviennent des structures de négociation et de discussion et non des organismes de lutte.

Pour nous les formes de lutte se situent très exactement dans l'axe du contrôle ouvrier. Le contrôle ouvrier n'est ni la cogestion, ni l'instauration d'un pouvoir partiel dans une société où la bourgeoisie conserve le pouvoir politique. Ce n'est pas non plus une campagne ni un objectif que l'on revendique et sur lequel on est amené à négocier, à passer des compromis. Le contrôle ouvrier se place en dehors de la légalité bourgeoise, de toute institution : c'est l'établissement par la lutte d'un rapport de forces qui permet de placer le patronat (ou la direction) devant le fait accompli. Le contrôle ouvrier repose sur les bases suivantes :

— refus de toute participation de toute intégration : pas de négociations qui ne soient appuyées par une lutte organisée des travailleurs ;

— volonté de placer l'adversaire devant le fait accompli : briser les cadences, etc. ;

— rupture avec la légalité patronale ou bourgeoise ; c'est-à-dire refus de toute discrimination (âge, formation, sexe, origines), remises en cause de la hiérarchie à tout moment et sous quelque forme que ce soit, déclenchement de grèves sans préavis ;

— priorité accordée à l'initiative à la base et démocratie prolétarienne de masse : c'est-à-dire, assemblées générales d'élaboration et de décision ;

— grèves actives, pendant lesquelles les travailleurs prennent en main leurs affaires ;

— débats et décisions à tout moment, équipe par équipe, atelier par atelier, entreprise par entreprise ;

— coordination des luttes à tous les niveaux (travailleurs et usagers, branche par branche, au niveau national et au niveau international). □

Toutes les semaines

tribune
socialiste

défend un point de vue socialiste sur l'actualité ouvrière, paysanne et étudiante.

Toutes les semaines

tribune
socialiste

attaque l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes.

Toutes les semaines

tribune
socialiste

combat pour le renouvellement du mouvement ouvrier.

Soutenez-nous !

Abonnements

6 mois	22 F
1 an	43 F
de soutien à partir de	80 F

C.C.P. 58 26 65

B. — Agriculture

Le but de notre programme d'action pour le secteur agricole n'est pas de définir le visage qu'aura l'agriculture quand le P.S.U. aura pris le pouvoir, car cela ne voudrait rien dire, et nous serions en profonde contradiction avec la réalisation d'une véritable démocratie à la base.

Mais le socialisme se construit tous les jours, dans les actions de masse qui constituent la forme révolutionnaire à travers la prise de conscience politique des travailleurs en lutte.

Le changement du pouvoir politique ne pourra être que la conséquence du rapport de force réalisé sur le terrain par les travailleurs eux-mêmes. C'est pourquoi nous n'avons pas voulu dresser un pro-

gramme bien structuré, ayant l'ambition de solutionner d'un seul coup tous les problèmes des travailleurs-agriculteurs ; bien des points restent encore à éclaircir (les luttes des salariés agricoles par exemple). Nous avons essayé de voir comment les militants ou sympathisants du P.S.U. pouvaient aider, ou se mettre à l'écoute, des luttes menées par les travailleurs pour en dégager tout le sens politique et les aider, à travers ces luttes, à dépasser le caractère corporatiste des revendications.

Le rôle du parti est de faire prendre conscience aux travailleurs de leurs propres forces révolutionnaires ; le parti n'étant qu'une structure et un moyen, sans plus, mis à leur service.

Lors d'une succession, dans l'impossibilité de partager une propriété déjà trop petite, les héritiers devront vendre ou, si l'un d'eux veut se maintenir, il lui faudra indemniser ses cohéritiers et, pour lui, ce sera le début du cycle infernal des emprunts.

L'aménagement du territoire, son urbanisation, son équipement, et d'autre part l'évolution des techniques et des obligations économiques font que certaines parcelles ne sont plus propices à la culture (épuisement du sol, enclavement au milieu d'usines ou de constructions, mauvaise irrigation, etc.).

Il n'est pas possible de dissocier la forêt et les espaces verts de l'ensemble du problème foncier.

Patrimoine de tous, elle ne devrait pas pouvoir être accaparée par des propriétaires privés. Elle est aussi nécessaire à l'environnement des grandes villes qu'à l'équilibre écologique et climatique d'une région.

La propriété privée des forêts empêche toute lutte rationnelle contre les incendies.

La propriété privée est une entrave à un plan rationnel d'occupation du sol, sur lequel tous les secteurs économiques trouveraient leur place et seraient implantés en fonction de la vocation des différents sols. Le gouvernement actuel peut faire des plans, cela n'a pas une véritable efficacité, ce n'est qu'une simple orientation théorique.

La spéculation foncière

Un fait est certain, les bonnes terres sont convoitées par tous les

secteurs (agriculture, industrie, urbanisme) qui s'y livrent une véritable concurrence dont le résultat est la hausse des prix. Ce qui a pour conséquences :

- l'entrave à l'installation d'agriculteurs et l'immobilisation des capitaux qui pourraient être utilisés pour la modernisation ;

- l'augmentation très sensible des prix des constructions.

La recherche de la rentabilité d'un investissement aussi coûteux amenant ainsi l'acquéreur à s'orienter vers des constructions de luxe au détriment des autres (espaces verts, H.L.M.).

Le capitalisme lui-même se préoccupe de ce problème foncier ; une loi est en discussion actuellement qui permettrait à certains agriculteurs de se libérer de cette servitude financière, mais le but est la mainmise sur la terre, outil de travail, par des sociétés capitalistes avec, pour conséquence immédiate, l'augmentation des loyers, la porte ouverte aux spéculations et une nouvelle forme d'aliénation des paysans.

Formes de lutte

Les luttes sur le foncier sont assez difficiles à entreprendre surtout quand c'est un agriculteur qui cumule. Elles exigent d'être bien préparées et surtout de n'être lancées que lorsque l'ensemble de la population ressent une injustice flagrante.

Elles permettent facilement une prise de conscience politique des travailleurs, à condition que des militants progressistes assurent la direction des luttes pour éviter de tomber ou de rester dans le corporatisme.

Les Assemblées constatent aussi que cette prise de conscience politique des travailleurs passe à travers la réalisation d'une véritable démocratie de base qui renforce la conscience de classe chez les paysans travailleurs.

Toutefois, ces actions de masse ne sont pas réalisables toujours et partout. Il est donc souvent nécessaire que le militant progressiste soit présent dans une structure syndicale ou d'association, pour les promouvoir bien que ces structures constituent souvent des freins. Le problème est de savoir les utiliser pour avoir prise sur les travailleurs.

C'est là que nous retrouvons la nécessité des actions de commandos, nécessairement limitées, car elles sont très dangereuses à uti-



liser. Elles peuvent aussi bien permettre d'ouvrir un débat intéressant et très riche dans lequel les militants, à travers une structure, apportent leurs éléments dans la discussion et font prendre des décisions par les travailleurs intéressés ; mal dirigées, elles peuvent aussi, de la même façon, servir nos ennemis.

Objectif des luttes

Permettre une prise de conscience de classe par les travailleurs paysans au travers de leurs luttes :

Droit à l'exploitation

Droit à la terre comme outil de travail.

Ce droit doit être exercé par l'ensemble des agriculteurs, avec un contrôle de base pour faire reculer la propriété privée et individuelle des sols en avançant des mots d'ordre débouchant sur la propriété collective.

- contrôle démocratique de la destination des terres par les travailleurs eux-mêmes ;

- contrôle et fixation du prix de la terre par des interventions directes dans les ventes, après débat local des travailleurs concernés ;

- contrôle du prix du fermage, du droit d'utilisation de l'outil de travail que constitue la terre, par une entente collective et l'autodiscipline des paysans ;

- imposition du droit au travail des fermiers, opposé au droit de propriété des propriétaires qui veulent reprendre leurs terres ;

- achat collectif par les municipalités ou d'autres collectivités, réinstallation des expropriés sur une terre semblable et équipée aux frais de l'organisme expropriant.

Jonction avec les ouvriers sur le foncier

Se pose :

- en termes contradictoires. Des ouvriers peuvent être propriétaires de terres (parcelles, l'appropriation collective et le contrôle de la répartition peuvent amener des contradictions).

- en termes complémentaires. Tous les travailleurs sont concer-

Foncier

La propriété privée du sol

Ses conséquences

Dans le système actuel, seul le propriétaire exploitant jouit de la totalité des mesures prises en sa faveur. Le paysan est donc amené à tout faire pour parvenir à être propriétaire du sol qu'il cultive.

En effet, le fermier, même s'il a un bail en bonne et due forme et donc peut jouir du statut du fermage (ce qui n'est pas toujours le cas) se verra :

- astreint à un loyer trop onéreux, compte tenu de la faible rentabilité des cultures, mais de la nécessité, en régime capitaliste, de rentabiliser le capital ;

- dans l'impossibilité de trouver de bonnes terres dans les meilleures situations climatiques et jouissant de bonnes infrastructures ;

- dépendant du propriétaire pour s'équiper et se moderniser (nécessité de son autorisation pour effectuer des travaux de nivellement ou déboisement, des constructions de serres ou de bâtiments agricoles, des plantations d'arbres, etc. ; nécessité de sa caution pour faire des emprunts même au Crédit Agricole).

Le petit paysan est souvent voué à végéter sur des terrains trop exigus, l'empêchant de se moderniser et notamment de mécaniser son exploitation, facteur déterminant pour maintenir les jeunes à la terre, d'où leur exode vers les villes.

nés par l'utilisation du sol. La spéculation foncière est la plus forte dans les zones à urbaniser ; les travailleurs pour construire leur maison ou avoir le droit d'habiter un immeuble, sont obligés de payer la parcelle de terre qu'ils occupent ; l'augmentation du prix de la terre des zones à urbaniser a des répercussions très fortes sur le prix des terres à usage agricole et sur celui des locations de terres.

Les travailleurs des villes et des campagnes devront se rassembler et réaliser le même rapport de force tant pour lutter contre la spéculation des terrains à bâtir que pour la répartition des terres à usage agricole.

Mais se contenter de se battre sur la diminution du prix des terres sans poser le problème de l'appropriation collective, est dangereux (peut permettre à certains de devenir spéculateurs sur les terrains à bâtir).

L'objectif doit être l'appropriation collective de l'ensemble du sol, y compris le sol à bâtir :

- par un débat populaire, les travailleurs devront délimiter les zones à usage urbains et les zones à usage agricole ; ici encore le contrôle de base est nécessaire.

Lutte pour le revenu

A l'heure actuelle les organisations traditionnelles se battent « contre la disparité entre prix agricoles et industriels ». En conséquence leurs revendications se traduisent en terme de subventions aux produits et en termes d'augmentation uniforme des prix.

Les luttes pour la défense du revenu ne concernent pas les chefs d'entreprises agricoles qui veulent que les capitaux investis dans leurs exploitations soient rémunérés sur les mêmes bases que ceux investis dans l'industrie.

Les luttes des paysans prolétarisés doivent être axées sur les conditions de vie et de travail, le droit au travail, et la rémunération du travail.

En conséquence, les mots d'ordre d'actions pourraient être :

Mots d'ordre

- Dans un premier temps, une dénonciation de la répartition des subventions et de l'augmentation uniforme des prix ;

- revendication d'une rémunération différenciée basée sur un coût de revient, c'est-à-dire en tenant compte des régions et des structures d'exploitation ;

- parce que se pose le problème de la distribution et qu'en fait, les prix à la production sont imposés par les firmes distributrices qui font des paysans des salariés au même titre que les ouvriers ;

- un mot d'ordre serait peut-être de présenter les revendications paysannes en termes de salaires.

Tant d'heures de travail pour tant de revenu... salaire horaire.

Un problème à résoudre : lorsque les prix augmentent à la production, ce sont les consommateurs ouvriers qui paient la différence.

Éléments de réponse : dénoncer le fait que l'augmentation profite aux gros agrariens et non aux agriculteurs (dénonciation du syndicalisme unitaire) et aux firmes privées.

Autres propositions sur les revenus

- Réglementation du commerce (organisation des marchés) ou forme du soutien des marchés ;

- orientation des productions en protégeant les revenus des régions soumises à des contraintes naturelles ;

- planification des productions excédentaires ;

- encourager les productions déficitaires ;

- révision de l'aide de l'Etat aux productions.

Liaisons ouvriers-paysans

Depuis quelques années :

Constatation d'une combativité certaine au niveau ouvrier et paysan.

Mais :

- luttes sectorielles au niveau ouvrier ;

- luttes corporatives au niveau paysan.

Depuis deux ans, tentatives au niveau des appareils syndicaux, de faire passer l'alliance ouvriers-paysans (8 mai 68 - 27 mai 70 - 29 oct. 70 - processions pour l'emploi en Bretagne).

Ces tentatives ne sont restées crédibles qu'au niveau des états-majors régionaux et départementaux d'où **impasse** alors que l'alliance ouvriers-paysans est la seule voie pour renverser le système capitaliste.

En effet : les paysans sont en voie de prolétarianisation et représentent dans certaines régions la plus grande part des couches populaires.

D'où nécessité de faire l'alliance à partir des luttes à la base et non bureaucratiquement au niveau des appareils.

Quels sont les secteurs ou la jonction peut se faire

- **Secteur agro-alimentaire :**

dans ce secteur, les paysans et les ouvriers ont un ennemi commun qu'ils peuvent appréhender plus facilement que dans d'autres secteurs.

Par exemple, le paysan qui travaille à la production du lait fait partie du même secteur d'activité que celui qui travaille en usine à la transformation de cette matière première en fromage. Le pouvoir de la bourgeoisie a toujours opposé ces différentes catégories de travailleurs pour se maintenir en place. Dans les coopératives, comme dans les entreprises privées, les luttes pour la défense du revenu des petits paysans ne pourront se faire indépendamment des travailleurs de la coopérative ou de la firme qui a le pouvoir de décision sur les uns et sur les autres = la priorité doit être donnée à l'unité du travail face à la division du pouvoir financier et de la bourgeoisie.

- **Situation du secteur agro-alimentaire :** industries privées : lait - salaisons - aliments du bétail ; secteur coopératif : la grève d'Entremont nous a montré la voie de l'unité ouvriers-paysans qui ne pose pas de gros problèmes dans le secteur privé.

Mais en ce qui concerne le secteur coopératif, en cas de grève, les paysans se déterminent en tant que patrons et non en tant que prolétaires, et paysans et ouvriers entrent en conflit.

D'où nécessité d'analyser ce que sont les coopératives pour que l'alliance ouvriers-paysans ne se limite pas au secteur « facile » et soit réelle et durable.

Nature des coopératives

On nous fait croire que le clivage passe entre les agriculteurs pris globalement et les salariés : à ce niveau, la direction de la coopérative joue un rôle capital. Il faut expliquer que le vrai clivage passe entre la direction gérant l'entreprise, les agriculteurs capitalistes adhérents et, en face, les salariés de la coopérative et l'ensemble des petits producteurs.

En réalité :

- les décisions sont entre les mains des cadres (administrateurs-administratifs) ;

- coopératives florissantes mais agriculteurs pauvres ;

- les coopératives sont complètement intégrées au système ;

- elles sont un instrument aux mains du capital qui exploite les petits et moyens paysans ; un masque et un tampon.

Cependant de nombreux paysans et même des paysans progressistes y militent pour faire faire aux paysans l'apprentissage de la gestion et se préparer aussi à une gestion socialiste.

Mais, peut-on faire l'apprentissage de la gestion socialiste dans un contexte de collaboration de classe ? **En fait**, l'apprentissage de la gestion socialiste ne peut se faire que dans un contexte de lutte de classes en se situant en face de la coopérative.

Il faut donc que les paysans s'organisent comme des producteurs faisant partie d'une section d'entreprise **en face** de la coopérative, laissant les C.A. de coopérative devenir des souricières pour les agriculteurs qui se considèrent comme des patrons.

Un des objectifs des agriculteurs est de lutter pour obtenir que les coopératives prennent en charge les investissements que, jusqu'à présent, l'agriculteur supporte individuellement, sans demander à obtenir un statut de salarié pour autant.

Mais tous les paysans ne sont pas prêts à faire le pas et donc à démystifier la coopérative

Pour cela il faudrait qu'ils aient fait un choix de classe clair et compris qu'il existe un clivage de

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

● Liste n° 6

— L'Idéologie Allemande, MARX, ENGELS	3,70 F
— Blanqui, M. DOMMENGET	9,50 F
— La Pensée Politique de Gramsci, J.-M. PIOTTE	22,10 F
— Le Socialisme Cubain, HUBERMANN et SWEETZ	22,10 F
— Dix jours qui ébranlèrent le monde, J. REED	5,00 F
— Les Gauchistes de 89, PATRICK KESSEL	5,00 F
— Textes sur la Jeunesse, LENINE	3,20 F
— Ouvriers face aux appareils	18,10 F
— Histoire du Mouvement Ouvrier Français, tome II, 1884-1950, J. BRON	24,00 F

Prix réel : 112,70 F

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE

54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)

C.C.P. 58.26.65 - Paris

Paiement à la commande

classe à l'intérieur de la paysannerie.

Ce choix de classe et l'appréhension de ce clivage ne peuvent se faire en dehors d'une unité dans la lutte des ouvriers et des paysans dans les secteurs les plus favorables.

D'où nécessité de ne pas attaquer de front la coopérative mais de choisir de porter le combat sur les industries agro-alimentaires privilégiées.

Rôle du crédit agricole

Le Crédit Agricole est le premier patron de tous ceux qui travaillent dans l'agriculture. C'est lui, appuyé par le gouvernement, qui décide du taux de rémunération de l'argent et de la durée des prêts aussi bien pour les paysans que pour les industries de transformation, ce qui concerne autant les petits paysans que les salariés. Dans un tel cas, l'agriculteur administrateur de la coopérative a accepté, ou est contraint, de porter un masque de patron devant ses collègues, comme devant les travailleurs salariés de la coopérative ; la seule différence est que les salariés ont une convention collective et que le paysan est libre (de crever de faim ou au travail).

Position différente sur la coopération

Bien que les coopératives agissent comme des entreprises capitalisées, possibilité d'utiliser certaines coopératives pour la formation des militants et pour une expérience de prise de contrôle.

Embauche et stratégie

Axes de luttes en cas de conflit dans les industries agro-alimentaires privées.

● **Conserves** : Caractère périssable des matières premières d'où : nécessité d'une intervention immédiate pour éviter conflit ouvriers-paysans ; d'où : occupation d'usine, traitement des légumes en autogestion (entre ouvriers et paysans), organisation du circuit de vente.

● **Lait** : Le lait ne peut être stocké à la ferme ; les contrats stipulent que la boîte doit payer le lait au producteur dès qu'il est transvasé dans les camions. D'où : nécessité d'un ramassage du lait par les ouvriers et les paysans pour faire déborder les tanks plutôt que les assécher.

● **Salaisons** : à étudier, jonction difficile.

● **Aliments du bétail.**

Préparation des conditions de réussite de ces luttes :

— Création de groupe d'entreprise ouvriers et paysans ;

— Présence dans les syndicats : il s'agit d'utiliser l'outil syndical chaque fois que le rapport de force permet aux militants révolutionnaires

de mener des actions de masse et des actions exemplaires comprises par les travailleurs ;

— Travail d'explication politique et d'implantation par tracts à l'entrée des boîtes, distribution de journaux (soutien possible par des camarades non directement liés aux luttes) ;

Contrôle des firmes par les paysans et les ouvriers dans l'esprit du contrôle ouvrier.

Position différente sur la coopérative :

Bien que les coopératives agissent comme des entreprises capitalisées, possibilité d'utiliser certaines coopératives pour la formation des militants et pour une expérience de prise de contrôle.

La distribution des produits agricoles

Dans certaines productions (fleurs - maraichage) la grande majorité des paysans vend sa production à des intermédiaires grossistes ou détaillants qui, revendant des produits, provoquent une très grande différence des prix du producteur au consommateur.

La plupart des paysans pensent avoir besoin des intermédiaires qui, leur achetant des produits, les font apparemment vivre. Il apparaît, en réalité, que ce sont les intermédiaires qui ont besoin des producteurs. Ceux-ci ne pourraient-ils pas, en effet, vendre leurs produits directement au consommateur ?

Les marges des intermédiaires sont souvent scandaleuses. En horticulture, du producteur à l'acheteur, le prix des fleurs est multiplié par 5.

Le circuit de distribution est anarchique.

Il y a trop de petits détaillants qui n'ayant pas une clientèle suffisante sont obligés de majorer leurs prix.

L'Etat a intérêt à ce qu'il y ait des surproductions car les intermédiaires font alors de gros bénéfices et paient plus d'impôts.

Face à cette situation, comment pourraient s'organiser les producteurs ? Peut-on arriver en régime capitaliste à créer une distribution directe du producteur au consommateur ?

En effet, déjà très accaparé par ses préoccupations techniques (culture, récoltes, emballages), un producteur ne pourrait matériellement pas organiser seul la commercialisation directe de ses produits. La question reste posée.

Stratégie au niveau du syndicalisme paysan

Les organisations professionnelles constituent souvent des freins et sont parfois répressives dans les luttes. Mais nous en avons besoin pour mener celles-ci : le P.S.U. et ses sympathisants ne peuvent agir en tant que tels dans les luttes en agriculture et une structure est nécessaire pour porter leur combat.

Enfin, il ne semble pas non plus possible de créer une structure nouvelle à côté de celles qui existent. Il s'agit surtout, pour les militants, d'utiliser les structures mises à leur disposition pour faire le travail politique.

Situation dans le secteur capitaliste

● Elle se caractérise par :

— l'accentuation du caractère capitaliste de l'Agriculture par rapport aux autres régions : généralisation du salariat, grands investissements en matériel pour une main-d'œuvre peu nombreuse ;

— une agriculture spécialisée dans les productions végétales, fortement mécanisée, nécessitant un minimum de main-d'œuvre (blé, betteraves, maïs, pommes de terre) ;

— peu de paysans en voie de prolétarianisation par les firmes intégratrices, comme c'est le cas dans les régions plus pauvres (Ouest, Sud-Ouest, etc.) ;

— l'interpénétration des capitaux agricoles et des industries agro-alimentaires (sucreries, conserveries).

L'avance du bassin parisien en ce qui concerne les structures foncières (très grandes exploitations), les disponibilités en capitaux, l'infrastructure industrielle et commerciale ainsi que la proximité d'un grand centre de consommation le conduisent à :

— une concentration accrue des terres entre les mains des plus gros exploitants ;

— l'accapement de productions traditionnellement réservées à des régions moins favorisées ce qui tend à les éliminer ;

— l'accapement des techniques et des productions nouvelles,

sources d'un super-profit provisoire (rente d'innovation).

Développer des productions animales (bovins, dès lors que la politique des prix sera favorable : achat dès maintenant de terres dans les régions de naissance des veaux par les agriculteurs du bassin parisien).

Sous-traiter un certain nombre de tâches (épandage d'engrais, traitements chimiques) par des entreprises spécialisées.

La mise au point de nouvelles techniques par des organismes publics (INRA) et professionnels, ne peut qu'accentuer le développement de l'agriculture capitaliste dans le bassin parisien.

● La lutte des classes dans l'agriculture capitaliste.

L'entreprise agricole capitaliste emploie peu de salariés parmi lesquels des travailleurs immigrés non spécialisés et quelques spécialistes qualifiés. Les rapports avec les travailleurs sont de type paternaliste. Cette situation entraîne une faible prise de conscience de la lutte des classes par les travailleurs salariés. Ce secteur ne semble donc pas en mesure à l'heure actuelle de promouvoir des luttes importantes. La syndicalisation comme 1^{re} étape de la prise de conscience paraît devoir être l'axe des luttes à mener actuellement.

A terme, il est probable que la situation devra évoluer dans un sens plus favorable, notamment en raison de l'introduction des productions animales qui nécessitent plus de main-d'œuvre et sont à l'origine de denrées périssables. La diminution du nombre de salariés va sans doute se poursuivre mais elle s'accompagne de leur concentration dans des points stratégiques du processus de production.

C. — Cadre de vie

Parallèlement à l'exploitation au niveau de l'entreprise (production), le capitalisme développe son exploitation au niveau du cadre de vie. Les luttes que nous devons mener contre le capitalisme se situent donc sur 2 plans : luttes à l'intérieur de l'entreprise (luttes internes) et luttes à l'extérieur de l'entreprise, notamment sur le cadre de vie (luttes externes).

Les luttes internes à l'entreprise et les luttes externes ne sont pas disjointes et ne présentent pas d'objectifs fondamentalement différents. Elles sont à relier entre elles et à transposer de l'une à l'autre. Bien sûr, ceux qui mènent les luttes ne sont pas forcément les mêmes : prolétariat dans les entreprises, ensemble des couches de la population à l'extérieur, mais les formes de lutte dans la démocratie restent semblables.

Les travailleurs ressentent de plus en plus durement ce 2^e type d'exploitation et se mobilisent pour lutter contre (transports, loyers, urbanisme, etc.).

Un certain nombre de grands objectifs ont été définis par les assemblées régionales. Parmi ceux-ci certains ne concernent pas seulement le cadre de

vie, mais sont à relier directement à d'autres secteurs de luttes et constituent plus particulièrement des objectifs unifiants. Ce sont :

L'appropriation collective du sol à bâtir

(à relier avec le secteur paysan) appropriation du sol.

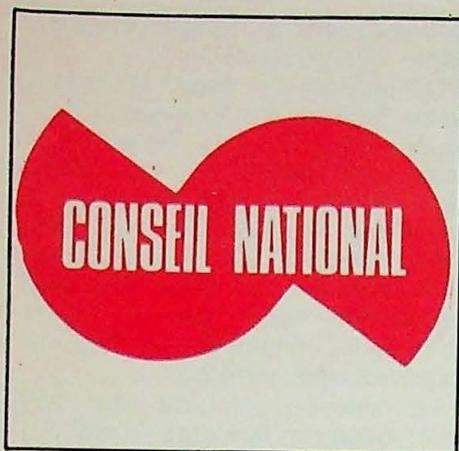
Transports

Luttes pour la priorité des transports en commun, la gratuité des transports (payés par le patron, temps de transport comme temps de travail), en liaison avec les luttes internes.

Participation du 1% à la construction

La cotisation patronale du 1% en principe destinée à l'aide à la construction constitue en fait une mainmise du patronat sur la construction publique et privée.

Proposition : contrôle des travailleurs sur l'utilisation des 1%.



Bidonvilles et logements collectifs - les travailleurs immigrés

L'objectif logique doit être la liquidation des bidonvilles, mais à condition de l'associer :

- A la lutte contre les loyers chers (sinon le relogement est impossible) ;

- A la lutte pour le contrôle démocratique par les travailleurs immigrés eux-mêmes des foyers (sinon l'alternative, ce sont des foyers-casernes) ;

- Au maintien des communautés nationales (sinon le déracinement est plus durement ressenti).

Un tel objectif suppose la mobilisation des travailleurs de France et le soutien du combat des travailleurs immigrés organisés sur leur propre base avec leur propre direction.

Pollution

Ce problème semble pouvoir mobiliser des gens à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise et peut permettre de faire prendre conscience du lien entre les luttes.

Propositions : création de commissions extra-municipales où se retrouvent des usagers, des travailleurs et des membres du comité d'hygiène. Ces luttes sont à mener suivant la réalité locale.

L'accès de la population aux loisirs dans la nature est bloqué :

- Par la pollution des rivières, des plages et même des forêts (problème lié à celui de la lutte contre les incendies de forêt) ;

- Par l'appropriation privée d'une partie importante des forêts et autres espaces verts, notamment région parisienne et d'une partie du littoral (notamment provençal) ;

- Par la dégradation des sites qui en résulte.

L'objectif immédiat doit être l'appropriation collective du sol forestier et des surfaces au bord des mers, des lacs et des rivières, et la mobilisation de la population pour exercer la surveillance des zones forestières (coupe-feux) et maritimes.

Un autre mot d'ordre doit être : obliger les industriels à installer des équipements permettant d'assainir les fumées, d'incinérer les déchets et d'éviter le rejet dans les rivières des eaux usées.

Dénonciation des agences immobilières comme intermédiaires inutiles

Cette lutte n'est pas spécifique au problème du logement et doit entrer dans le cadre d'une lutte contre tous les intermédiaires inutiles et peut ainsi être un thème de lutte ouvrier-paysan.

Proposition : réquisition des logements vides, créations de commissions extra-municipales qui centraliseraient les offres et les demandes, feraient les propositions, ce qui supprimerait radi-

calement des parasites. Pour combattre les agences, il faut avoir une politique de logement en fonction du revenu et non en fonction de ceux qui offrent des garanties de pouvoir payer.

Logements de fonction liés à l'emploi

Les cités d'entreprises reconstituent très nettement les classes sociales : logements des cadres et logements des ouvriers séparés. Logements construits à proximité d'une industrie ; en cas de fermeture de celle-ci, les habitants doivent les abandonner et ils ne peuvent plus faire face aux charges entraînées par l'achat d'un appartement. Pour les loyers, le patron peut récupérer directement sur les travailleurs une augmentation de salaire par une augmentation de loyers. Asservissement encore plus grand du travailleur tenu par le patron dans l'entreprise, dans sa vie familiale, dans son logement, dans ses loisirs : ex. Michelin, Peugeot, etc. En cas de licenciement, le travailleur perd son emploi et son logement.

Autres objectifs - Campagne contre l'accession à la propriété

Il faut dénoncer l'accession à la propriété. Il est inutile car elle ne répond pas en permanence à des besoins. Par ex : jeunes ménages, puis familles, puis retraités, n'ont pas les mêmes besoins. Or, s'ils ont bâti, ils sont attachés à leurs biens. En outre, l'accession nous semble une récupération bourgeoise pour démobiliser le travailleur et l'intégrer au système. C'est une campagne de démystification qu'il faut commencer dès maintenant. Nous devons nous opposer à la vente des H.L.M. aux travailleurs : l'acquisition d'une H.L.M. met le travailleur encore plus sous la dépendance du patronat (relations, emplois, logement) et permettra aux municipalités et aux sociétés d'H.L.M. d'éviter un certain nombre de responsabilités : entretien, aménagements sociaux, culturels, etc.

Discrimination dans la construction

Les logements ne sont pas construits en fonction des besoins de ceux qui vont les occuper, mais en fonction de leur compte en banque.

Contrôle sur les loyers

Imposer un contrôle unilatéral. Dévoiler les bilans. Le mode d'établissement des loyers. Un tel contrôle doit permettre de dénoncer la carence actuelle.

Contrôle sur les charges

Les loyers sont d'un coût trop élevé et en plus, ils sont grevés de charges trop élevées dont les prix sont libres. L'entretien des immeubles étant assuré par des entreprises privées, nous devons exiger le contrôle de ces charges par les résidents.

Destruction de l'environnement et accaparement de celui-ci par une minorité

Exploités sur les lieux de travail par les conditions de logement qu'on leur impose, les travailleurs, le sont aussi dans leurs loisirs. Les endroits où les familles populaires peuvent se détendre, reprendre contact avec la nature sont de moins en moins nombreux. Il

n'est pas de forêts, de petits bois, de bords de rivières qui ne soient en passe de devenir propriété privée. Nous devons dénoncer ce phénomène. Nous devons de plus démystifier le concept de la maison individuelle, non pas d'une manière idéologique et abstraite, mais en informant les travailleurs des problèmes devant lesquels ils se trouveront :

- Les municipalités se sentent déchargées de la responsabilité de construire des équipements collectifs ;

- Le problème des transports doit être résolu au niveau individuel. Les travailleurs habitant dans un pavillon subissent de nouvelles aliénations.

Les mots d'ordre

Sur l'ensemble de ces problèmes, un certain nombre de mots d'ordre ont été mis en avant : transports payés par le patron, temps de transport = temps de travail. Transport = service public ; non à la ségrégation de classe dans le logement - logements gratuits pour les retraités.

Les moyens d'action

Les habitants doivent prendre en charge leurs propres problèmes. Ils doivent s'organiser au niveau du quartier ; il faut surtout donner à cette lutte une dimension politique. La population doit être associée aux débats et aux luttes à entreprendre par des assemblées générales d'habitants.

Cependant, des dangers sont à éviter : le cartel d'organisation, l'apolitisme. La question est de savoir si l'on

doit utiliser les organisations existantes ou bien en créer d'autres. Nous préférons la création de structures nouvelles faisant peu confiance à celles qui existent.

Il faut surmonter la difficulté due à l'isolement en cellule familiale. Il faut faire aboutir la propagande pour la constitution des comités de quartiers où est possible un échange démocratique dans la lutte formelle des délégués d'immeubles constamment révocables et élus pour diriger la lutte. Revenir aussi constamment que possible à la concentration existante dans les lieux de travail, exploiter les occasions données par la concentration des travailleurs dans le logement, ex. foyer de jeunes travailleurs et de travailleurs immigrés.

Il faut dès à présent que nos luttes débouchent sur l'apprentissage et l'aménagement d'une vie collective. Les plans d'urbanisme doivent permettre cette vie collective et nos revendications porter sur les équipements collectifs : laverie collective, restaurant d'immeuble, salles de réunion, salles de jeux, salle de détente, etc.

Le brassage de population doit amener la possibilité d'échange et de confrontation qui battrait en brèche la tactique bourgeoise qui essaie d'individualiser au maximum. Nous devons développer une conscience de prise de pouvoir ; ex. une municipalité fournit une salle : pas plus de réunions pour cela. Si au contraire on suscite une mise en route des gens, l'association qu'ils créeront imposera cette salle qui sera alors sûrement utilisée.

D. - Santé

Dans notre société capitaliste, la santé des travailleurs est aussi un instrument aux mains de la bourgeoisie pour à la fois reconstituer la force de travail et extorquer des profits sur la maladie de la population.

En conséquence, les choix de la classe dominante sont toujours faits en faveur de la médecine de soins très rentable et au détriment de la prévention médicale peu intéressante.

Et pourtant dans les entreprises, le travail à la chaîne, la division du travail qui devient sans but et sans intérêt, les machines et surtout l'accélération des cadences, entraînent une détérioration de la santé des travailleurs.

- Un état général de fatigue (impression de vide, d'abrutissement, manque d'envie de lire, de sortir, de manger, manque de goût de vivre) ;

- Un état de nervosité excessive (agressivité, angoisse, crises de nerfs) avec, pour les femmes, des conséquences physiologiques (accouchement avant terme) ;

- Extension des maladies professionnelles ;

- Abandon des règles de sécurité.

Hors du lieu de travail

Les conditions de logement, le temps de transport, la vie impossible à cause du travail en équipe (alternativement de nuit et de jour par exemple), les problèmes des enfants, les loisirs individuels ou commerciaux empêchent une vraie détente, la pollution de l'atmosphère et les encombrements des routes, sont autant de raisons de maladies, de l'alcoolisme, des troubles mentaux et de « l'inadaptation ».

Alors que la plupart des maladies, des troubles physiques ou mentaux ont leur origine dans les conditions sociales, l'Etat et les appareils médicaux (libéraux ou pas) dépensent des sommes considérables pour pallier les effets. Mais jamais on ne se préoccupe des causes, c'est-à-dire de cette société, source principale de la dégradation de la santé.

Dans ce contexte, les travailleurs de la santé ne peuvent pas mener le combat uniquement sur les lieux de travail (hôpitaux, cliniques, etc.), car chaque objectif, chacune de ses aspirations, remettent en cause cet état de choses et concernent donc tous les travailleurs ; l'obligation de mêler luttes internes et externes est ici impérative.

Un plan d'action sur la santé

La première cible sur laquelle doit tirer l'ensemble des travailleurs reste l'appareil médical, privé et d'Etat. Mais avec une priorité contre la médecine privée.

- Puisque dans une société de transition, la santé doit être assurée gratuitement, cet axe stratégique suppose aujourd'hui :

- La nationalisation de l'industrie pharmaceutique avec le contrôle ouvrier sur son fonctionnement ;

- La disparition de la gestion privée des cliniques par leur nationalisation, le contrôle des travailleurs sur leur répartition et leurs activités ;

- La dislocation de tous les appareils de la médecine libérale (ordre des médecins, « syndicats » réactionnaires des médecins et pharmaciens) ;

- L'extension de la médecine salariée et à plein temps.

Ces objectifs ne peuvent être atteints que par la pression globale de tous les travailleurs, en fonction du rapport de force général dans la lutte de classes.

● Un autre aspect - Des appareils sanitaires existent aussi pour chaque entreprise. La lutte contre la médecine du travail actuelle, au service du patronat, avec un rôle de chien de garde pour l'équipe médicale sur l'embauche, les reclassements, etc. rentre dans le même cadre.

Les objectifs ici peuvent être :

— Faire du Comité d'Entreprise ou de la Section syndicale l'employeur de l'équipe de médecine du travail et des unions locales, les employeurs des médecins inter-entreprises.

— Donner tous les pouvoirs aux délégués ouvriers, si possible révocables par la base, sur les conditions d'hygiène et de sécurité, ceux-ci utilisant à leur service l'équipe médicale.

Ici l'assemblée des travailleurs et les sections syndicales peuvent être le moyen privilégié pour imposer unilatéralement ces objectifs.

● L'exploitation éhontée des handicapés physiques et des « inadaptés ». Deux objectifs répondent à ce souci :

— Garantie d'emploi et de réadaptation ;

— Disparition des discriminations entre travailleurs inadaptés et actifs.

Ces 2 objectifs peuvent être atteints par la lutte conjointe des travailleurs des entreprises et des comités regroupant les handicapés.

La deuxième cible est représentée par le blocage par les capitalistes de toute possibilité de prévention des maladies et la mystification en ce qui concerne les véritables causes.

Dans une société de transition vers le socialisme, grâce à l'éducation populaire, le rôle des agitateurs sanitaires, et surtout le changement des conditions de vie et de travail, c'est la prévention qui serait ainsi assurée.

Dans cette perspective, nous avons à proposer aujourd'hui des objectifs qui préfigurent ce but à atteindre.

● Contrôle ouvrier sur les cadences, l'hygiène et la sécurité. C'est-à-dire le blocage unilatéral des cadences inhumaines, le refus de continuer le travail dans des conditions dangereuses, le changement d'horaires décidé par les travailleurs pour assurer le repos nécessaire pendant le temps de travail.

● Imposer un rythme de travail compatible avec une vie normale

● Arracher le droit de veto, pour les travailleurs, sur les licenciements pour démystifier les soi-disant raisons de santé.

● Dénaturer la publicité sur les boissons alcoolisées, même campagne contre les débits de boissons, mais surtout liquider les taudis et les bidonvilles.

Former des comités populaires de désintoxication pour atteindre un objectif : le recul de l'alcoolisme en sachant que seule la transformation de la société le fera disparaître.

● Lutte pour la prise en charge collective de la santé mentale.

● Dans le cadre de l'alphabétisation militante, introduction dans l'équipe d'un travailleur de la santé, et, d'une façon générale introduction de militants médicaux dans la lutte des travailleurs immigrés sur leurs conditions de vie, et sous la direction des organisations autonomes des travailleurs immigrés.

● La Sécurité sociale. Tant que les travailleurs n'ont pas le contrôle des organismes de Sécurité sociale et d'Allocations familiales, un mot d'or-

dre : incompatibilité de l'appartenance de l'administration d'une caisse et à un parti de la classe ouvrière, à fortiori le P.S.U. ; il faut refuser cette caution patronale.

Pour les employés de la Sécurité sociale qui se heurtent à l'Etat patron, la liquidation du mythe de la gestion ouvrière est un objectif fondamental.

Les luttes hospitalières

Les objectifs généraux retenus pour les entreprises (contrôle sur les conditions de travail, lutte contre la hiérarchie qui est ici considérable) sont doubles : avec 2 patrons : l'administration et les médecins, lutte pour les salaires,

E. — Commerce

Le problème des grandes surfaces de commerce

● Ces grandes surfaces correspondent à une évolution logique du capitalisme (concentration, amélioration de la rentabilité) ;

● Cette évolution est pour le moment intéressante pour nous : diminution des prix due à une meilleure rentabilité de l'entreprise et du système de vente, et due aussi à la concurrence avec le petit commerce. A long terme, il n'est pas sûr que cela le reste car - lorsque les grandes surfaces auront absorbé tous les petits commerçants, suppression de la concurrence avec eux - la concurrence entre les grandes surfaces n'apparaîtra pas et se réglera par des accords sur les prix de vente (ex. marge de prix des lessives en ce moment) ;

Lorsque les oligopoles de vente seront maîtres du marché, ils chercheront à augmenter leurs profits, donc le prix des ventes ;

● Actuellement il y a une exploitation très forte du personnel dans les grandes surfaces.

● Tous ces problèmes nous concernent directement car :

— Le capitalisme s'organise pour reprendre aux consommateurs ce qu'il a dû lâcher sur les salaires ;

— Il se prépare à organiser une augmentation globale de sa plus-value avec le phénomène inflationniste (diminution du pouvoir d'achat du salaire, donc diminution réelle du salaire camouflée) ;

— Cela est à relier au problème du cadre de vie ; le capitalisme crée des besoins qu'il est incapable de satisfaire (sinon au détriment des profits), provoque des crises économiques rapprochées (1968-1970) qui, si elles ne mettent pas en cause fondamentalement ses structures, comme les grandes crises économiques du passé, mettent en évidence ses contradictions fondamentales ;

— Les consommateurs, sur notre expérience, ont une tendance marquée à assimiler les travailleurs des grandes surfaces aux propriétaires des grandes surfaces ; cela peut amener notamment des contradictions que nous devons résoudre : ex. les travailleurs des G.S. se battent pour une amélioration de leurs conditions de travail (salaires, cadences, etc.) ; le patron, pour

etc. sont ici de même nature, mais la matière première est ici humaine (le malade) ce qui oblige à développer des luttes compréhensibles par tous les travailleurs.

Dans les formes de luttes : la distribution gratuite des soins (consultations, l'ouverture au public des services hospitaliers, la participation des malades et des familles à l'action, sont des objectifs répondant à cette situation. Mais l'objectif général reste la transformation des hôpitaux par les militants qui s'y trouvent, en foyer de propagande, et en quartier général des agitations sanitaires pour dénoncer la médecine de classe et ses gadgets techniques et renforcer l'action sur les véritables causes des maladies.

maintenir son taux de profit, augmente les prix de vente ; les consommateurs se retournent contre les travailleurs, les rendant responsables de cette augmentation.

Problèmes des petits commerçants

● Couche sociale périmée ne correspond plus à une réalité économique (ni capitaliste, ni socialiste) ;

● Cela amène leur disparition et donc leur réaction contre cette disparition ;

● Avant 1958, du fait du régime parlementaire, les intérêts du petit commerce étaient défendus, il avait des moyens de pression. Depuis 1958, le capitalisme a décidé de se restructurer et de se donner les moyens de poursuivre son évolution vers les monopoles (installation de De Gaulle au pouvoir, changement du système étatique).

Les petits commerçants n'ont plus aucun recours contre l'Etat (recours légal) ; ils sont donc forcés, pour défendre leur existence, de « sortir dans la rue », d'où la violence de leur action ;

● Il est bien évident que les petits commerçants ne correspondent pas aux intérêts de la classe ouvrière ; ils sont condamnés à disparaître, en système socialiste, comme en système capitaliste.

Vis à vis des grandes surfaces

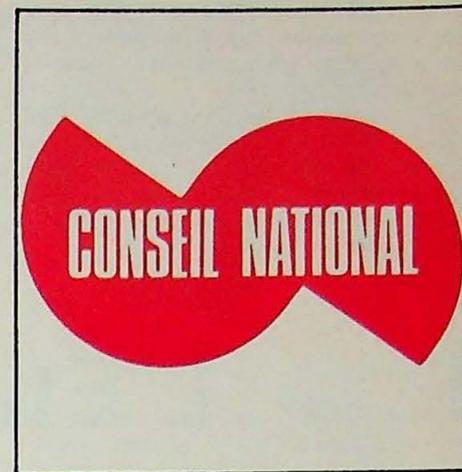
Il y a en réalité deux actions : Vis-à-vis des travailleurs des grandes surfaces :

— Les organiser pratiquement ;
— Leur montrer que les conditions de salaires, de vie et de travail qu'ils subissent sont le fait du système capitaliste.

En fait, notre action vis-à-vis d'eux sera très proche de notre action vis-à-vis des autres travailleurs ;

● vis-à-vis des « consommateurs », par le biais de comités de consommateurs, sur l'initiative des sections locales, leur montrer que :

— Leurs entreprises commerciales sont des entreprises capitalistes ;
— Leurs intérêts sont les mêmes que ceux des travailleurs productifs ;
— Essayer de susciter la solidarité entre ces deux couches : par exemple s'il y a augmentation des prix du fait d'une augmentation de salaire, montrer que ce n'est pas le fait des « travail-



leurs », mais du patron qui veut garder le même taux de profit ; et donc de faire soutenir les revendications par les consommateurs. Entrainer « consommateurs » et « travailleurs » (1) dans la lutte contre la hausse des prix.

Autre exemple : horaire du soir : une partie de la population doit-elle être sacrifiée aux intérêts des autres ?

Ces 2 types d'action doivent bien entendu se compléter et se rejoindre. Elles peuvent se faire par des distributions régulières de tracts à la porte des grands ensembles de vente, la tenue de meetings devant les magasins, la grève des achats, etc.

Il ne faudra pas perdre de vue que la lutte que nous menons n'a pas seulement pour objectif des avantages immédiats mais est politique et donc dirigée pour faire prendre conscience à l'ensemble de l'avènement d'une société socialiste.

Vis à vis des petits commerçants

Le problème n'est pas aussi simple que le précédent. Notre action du fait du caractère spécifique de cette catégorie doit être très « prudente ». Nous devons sans relâche essayer de démontrer aux petits commerçants qu'ils sont dans le système ; nous devons également leur montrer les intérêts d'une société socialiste qui, bien sûr, les condamnera aussi (nous ne devons pas le leur cacher) ; mais qui leur offrira d'autres perspectives.

En fait nous devons essayer de leur faire abandonner leurs intérêts au profit de la collectivité, ce qui, nous en sommes bien conscients, sera extrêmement difficile. Mais ils luttent eux aussi contre le système capitaliste moderne et nous devons essayer d'intégrer leur lutte avec la nôtre, mais sur la base des intérêts de la classe ouvrière et non sur la leur (comme par exemple le fait le P.C.). Nous devons donc sans relâche mener cette campagne d'explication auprès d'eux, c'est le premier point.

Le deuxième point est de savoir ce que nous ferons lorsqu'ils entrent en lutte. Si leur lutte est sur la base de la défense conservatrice de leurs intérêts et donc d'un retour en arrière, nous devons comme dit précédemment, développer notre position et ne pas sou-

(1) Le terme de « travailleurs », par opposition aux « consommateurs » a été employé par simple facilité de langage sans intention politique.

tenir leurs revendications. S'il y a répression contre eux, nous devons les défendre sur la base de nos propositions.

Si leur action va dans le sens des intérêts de la classe ouvrière, nous devons les soutenir et appuyer leurs actions mais en lui donnant son prolongement socialiste.

Nous avons dans le cours de notre étude envisagé la solution « coopérative » et l'avons rejetée car, si dans la théorie, on peut envisager des coopératives agricoles (gérées par les paysans) et des coopératives de vente (gérées par les commerçants) cela crée bien sûr un circuit parallèle indépendant du capitalisme. Mais ce serait

négliger que le seul moyen de mater cela est l'investissement et que pour investir il faut emprunter (nous sommes en système capitaliste) et que ceux qui prêtent ce sont les banques qui détiennent le contrôle des grandes surfaces de vente. Il ne peut exister, là comme ailleurs, aucun îlot socialiste en système capitaliste.

F. — L'Etat

Introduction

Dans les états capitalistes modernes, il y a lieu de distinguer le pouvoir apparent du pouvoir réel. Que l'on baptise ces Etats « régimes démocratiques », « démocraties parlementaires », « démocraties représentatives », nous ne devons pas perdre de vue :

● que le pouvoir réel est entre les mains d'une oligarchie, liée aux groupes économiques dominants ;

● que le Parlement, les assemblées élues, les partis politiques, les organisations ouvrières et paysannes n'ont aucune prise sur les organes centraux qui décident et qui appliquent.

Ce qui veut dire que changer la majorité à l'Assemblée, renverser le gouvernement (ou même le Président) ne signifie pas changer la nature du régime.

Il est évident que les décisions majeures sont prises par des comités d'experts, à l'abri de toute publicité. Les débats parlementaires sont devenus de simples cérémonies sans aucune portée.

Les concentrations économiques et financières permettent à un nombre restreint de groupes capitalistes de prendre des décisions engageant l'avenir de la société entière.

La fonction de l'Etat est donc de mettre en harmonie l'intérêt de ces groupes avec « l'intérêt général » ; mais cela signifie inversement, mettre : « l'intérêt général » en harmonie avec l'intérêt de ces groupes, c'est-à-dire avec l'intérêt et la logique du capital.

Cette intervention nécessaire et permanente de l'Etat s'accompagne d'une interpénétration étroite entre la gestion publique et la gestion privée.

Les décisions fondamentales sont prises :

— d'une part par les représentants du capital industriel et financier ;

— d'autre part par des fonctionnaires relevant directement de l'exécutif (et issus du même milieu que l'oligarchie économique).

Les assemblées sont mises hors circuit et les décisions essentielles échappent à tout contrôle démocratique.

Le Parlement ne représente aucun pouvoir. Il ne peut en être autrement en régime capitaliste.

Les partis politiques qui continuent d'agir exclusivement sur le plan électoral et parlementaire se battent donc sur un terrain où il n'est pas possible de représenter et d'exercer une volonté collective dans les orientations importantes.

Il est évident que la logique capitaliste ne peut tolérer l'intervention des représentants des ouvriers et des paysans dans certains domaines :

— orientation des productions selon les besoins des masses ;

— division technique et sociale du travail ;

— décision d'investissements (investissements de l'Etat ou du secteur privé) ;

— emploi du surplus économique, etc.

Pour les militants révolutionnaires il s'agit d'avoir comme objectif la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Le problème des élections

Face à ces constatations les militants révolutionnaires se posent le problème des élections.

● La stratégie électoraliste est une fausse solution, la révolution ne se fera que par le développement des luttes de masse dans les entreprises et sur les autres fronts de lutte, sur l'axe stratégique du contrôle ouvrier et la construction du parti révolutionnaire, processus dialectiquement liés.

● L'Etat bourgeois organise des consultations fréquentes, à apparence démocratique, mais que les différents moyens de pression économique et de conditionnement idéologique dont il dispose faussent complètement. Il s'agit en fait de déléguer toute responsabilité politique à des élus sans aucun contrôle ultérieur possible sur leur action.

● Mais la masse des travailleurs, la partie la plus importante du prolétariat, est encore intéressée par les élections.

● Les militants révolutionnaires ne doivent donc ni se désintéresser des élections, ni refuser systématiquement toute présentation de candidats, ni vouloir se présenter toujours et partout. Il s'agit d'apprécier l'opportunité des actions à entreprendre (présentation de candidats, boycott, etc.) en fonction des situations concrètes :

Analyse de :
— l'évolution du rapport des forces au niveau global ;

— l'enquête concrète sur le niveau de la prise de conscience des travailleurs sur les élections ;

— ne laisser transparaître aucune illusion sur les résultats possibles des élections ;

— ne se présenter localement que si les militants révolutionnaires sont apparus sur le terrain des luttes concrètes et donc avoir la possibilité d'expliquer aux travailleurs le pourquoi de cette présentation.

— relier systématiquement notre intervention sur le plan électoral avec la lutte concrète telle qu'elle se développe sur les fronts principaux de lutte ;

— sortir les moyens classiques de propagande (réunions, affichages), pour porter le débat là où sont les masses (entreprises, actions locales ponctuelles, etc.) ;

— envisager le problème des alliances éventuelles uniquement en fonction des positions des éventuels alliés en la matière, du développement des luttes sur les fronts principaux et

non en fonction de critères locaux ou électoraux ;

— le terrain municipal est un terrain où les militants du parti peuvent jouer un rôle : action culturelle, utilisation des fonctions d'élus municipaux comme moyen d'expression et de lutte, mise en cause de la stratégie réformiste du P.C.F. Ce rôle doit cependant être rigoureusement contrôlé par les instances du parti, vu les dangers d'intégration qui résultent de la pression sclérosante des structures et du milieu.

L'Etat répression

L'Etat pendant 12 mois maintient sous son emprise idéologique la majorité des hommes de ce pays ; coupé de tout (milieu social, informations), sans défense devant l'arbitraire de la hiérarchie militaire, les appelés ne disposent en fait d'aucun droit (liberté d'opinion, droit d'expression et d'association).

Après être passé au premier moule de l'école, ils sont « rectifiés » à l'armée.

Le but de l'Etat capitaliste est clair : en faire des travailleurs « neutres, disciplinés et soumis ».

La lutte pour la défense des droits élémentaires des appelés est un objectif prioritaire.

De plus l'Etat a le monopole de l'information. Il peut ainsi en permanence maintenir son oppression idéologique (O.R.T.F. et radios périphériques).

Pour tous ceux qui « sortent du rang » et qui le remettent en cause, l'Etat capitaliste possède un appareil policier : la répression physique devient la suite logique de l'oppression idéologique.

L'Etat est souvent conduit à violer sa propre légalité. Cette situation doit être systématiquement exploitée par les révolutionnaires.

L'autodéfense de la classe ouvrière doit être assurée par une organisation collective : mise en place de comités de Secours Rouge partout où cela est nécessaire.

L'Etat pouvoir économique

Son rôle essentiel paraît être de faire payer par la collectivité les frais généraux de la production et de réserver les profits à quelques-uns.

● L'Etat est le plus gros patron. Sa politique sociale oriente celle de tout le patronat (exemple les augmentations de masse salariale, la quatrième semaine de congé chez Renault...);

● L'Etat contrôle environ 20 % de toute la masse des salaires : le salaire différé (Sécurité sociale, Allocations familiales, chômage, caisses complémentaires). Cela lui assure un volant anticrise.

● L'Etat prélève une part très importante du produit national sous forme d'impôts (directs et indirects) :

Les salariés n'ont aucun moyen de frauder le fisc. Par contre, les grandes sociétés disposent de moyens légaux pour échapper à l'impôt direct.

L'impôt indirect frappe les consommateurs, sans tenir compte de leurs revenus en fonction de leurs besoins.

Le prélèvement fiscal se fait en fonction d'intérêts de classe.

● La redistribution de ces sommes, (les dépenses de l'Etat), ne rétablit pas l'équilibre rompu par la fiscalité. Les dépenses sociales sont réduites au strict minimum. Citons :

— les dépenses de prestige dans le domaine des armements ;

— les subventions faites en fonction d'un plan qui est concerté entre les grands intérêts privés et l'Etat qui est à leur service.

La présence de syndicalistes dans les commissions du Plan est sans influence sur les choix qui sont faits.

Pour laisser croire aux travailleurs qu'ils participent à la gestion, on leur donne un semblant de contrôle dans quelques commissions dites « paritaires ».

Le rôle de classe que joue l'Etat apparaît nettement si l'on examine les nationalisations.

En règle générale, l'Etat nationalise les entreprises d'intérêt public, soit parce qu'elles ne sont pas assez rentables à court terme (investissements importants), soit parce qu'elles sont déficitaires (S.N.C.F.). Dans les deux cas, il s'agit de faire supporter les frais à la collectivité.

Au fur et à mesure que certains secteurs deviennent rentables, l'Etat cherche à les passer au privé : hôpitaux, téléphone.

La mine : on parle de la fermeture des mines du bassin Centre et Midi ; cela représente une dénationalisation des Charbonnages de France. Cependant un secteur carbo-chimie avait fait, grâce à la nationalisation, des recherches dont les résultats sont rentables ; cette branche va être transférée au secteur privé.

Ceci conduit entre autres à la détérioration des avantages que les travailleurs avaient acquis dans ces secteurs publics (statut du mineur).

Les travaux publics (ponts et chaussées) : là encore, les services font les études ; les compagnies privées réalisent les travaux... et des profits. Avec ces profits, les sociétés privées montent un parc de machines qui leur permettent d'éliminer la concurrence des ponts et chaussées, lesquels se verront confier les travaux non rentables.

C'est là l'essentiel des restructurations du secteur public aujourd'hui. Il sert donc à socialiser les frais généraux de l'économie et à maintenir le taux de profit. Les tarifs préférentiels accentuent encore ce phénomène.

Pour les salariés et les usagers des services publics, la nationalisation ne change rien. Ce ne sont pas des socialisations. La présence d'îlots socialistes est incompatible avec le système capitaliste.



G. — Les luttes internationales dans notre lutte quotidienne

L'interconnexion des économies capitalistes dans le monde, au stade de l'impérialisme, rend étroitement solidaires — au sens objectif et non plus seulement affectif — les luttes politiques et sociales dans toutes les régions du monde. Cette interdépendance est plus particulièrement importante pour nous dans deux secteurs prioritaires ; les relations entre les pays impérialistes et le tiers monde, à l'intérieur du système néo-colonial ; les relations entre les pays capitalistes occidentaux, à l'intérieur du système atlantique et du marché commun européen.

L'exploitation des anciennes colonies par les puissances impérialistes sous les formes dissimulées du néo-colonialisme est un élément essentiel de leur prospérité apparente (pillage des matières premières, détérioration des termes de l'échange, etc.). Elle est aussi un élément important de la lutte des classes, la surexploitation de la main-d'œuvre des pays pauvres (sur place ou par le biais de l'immigration) permettant au patronat occidental de relâcher la tension sur le marché du travail et de différer certains investissements.

C'est pourquoi nous devons nous efforcer de développer une campagne d'explication politique sur l'impérialisme, à partir des réalités économiques vécues. Cette action devra donc porter non seulement sur la dénonciation de l'impérialisme américain, mais aussi de l'impérialisme français : recherche des cas concrets de liaison entre firmes en France et exploitation néo-coloniale (exemple le fer de Mauritanie et la sidérurgie de Dunkerque) ; action commune en France avec les travailleurs immigrés ; actions contre les fournitures d'armes françaises aux gouvernements colonialistes (livraisons de matériel français au Portugal et à l'Afrique du Sud).

L'actualité pourra imposer des thèmes généraux mobilisateurs (Vietnam, Palestine, Tchad) qui donneront lieu à des campagnes particulières de solidarité matérielle (collectes, etc.) et politique (explication, meeting, manifestation). Nous avons préconisé à cet égard la formation de comités Palestiniens.

C'est cependant la coordination des luttes à l'échelle européenne qui doit être aujourd'hui considérée comme prioritaire pour les raisons suivantes :

- l'interdépendance étroite des économies européennes et le développement international des entreprises aboutit à une interdépendance des luttes elles-mêmes ;

- même si l'on admet le passage au socialisme au niveau du maillon le plus faible (France ? Italie ? Espagne ?) plutôt qu'à l'échelle européenne tout entière — ce qui reste l'hypothèse la plus vraisemblable — toute expérience dans ce sens ne sera couronnée de succès que si elle s'étend et bénéficie aussitôt de la solidarité active du prolétariat dans les autres pays d'Europe ;

- sur le plan mondial, on assiste à un affaiblissement général de l'impérialisme : luttes de libération nationale

(à dominante bourgeoise ou prolétarienne), montée des luttes ouvrières dans les métropoles impérialistes, aggravation des rivalités inter-impérialistes (États-Unis - France - Allemagne). Si les zones périphériques (pays dominés) restent déterminantes, la stratégie du mouvement révolutionnaire international doit s'exprimer en termes de complémentarité des luttes anti-capitalistes, dans les pays capitalistes avancés et des luttes de libération dans le tiers monde.

Les travailleurs immigrés

Volant de manœuvres nécessaire et indispensable aux capitalistes français, ils constituent en fait une fraction du prolétariat international et sont partie prenante dans la lutte de classe en France.

La place des travailleurs immigrés dans la production est de plus en plus importante. C'est une tendance de l'évolution des pays capitalistes occidentaux.

Le capitalisme divise le prolétariat : d'une part les travailleurs immigrés, et les travailleurs français ; d'autre part les travailleurs immigrés entre eux. Pour réaliser cette division le pouvoir capitaliste utilise un certain nombre de difficultés réelles. Elles tiennent notamment aux différents rapports sociaux selon les nationalités et à l'incompréhension entre travailleurs de différentes langues.

La lutte contre cette division est un objectif prioritaire. L'unité de la classe ouvrière en France par l'organisation autonome des travailleurs immigrés de chaque nationalité, en fonction des données de luttes dans leur pays et en France.

Lutte internationale

La première tâche consiste donc à favoriser et à renforcer l'organisation autonome des travailleurs immigrés.

Nous devons, à partir de noyaux organisés de travailleurs immigrés en lutte, susciter une organisation autonome qui déclenchera des luttes offensives sur leurs propres problèmes.

Notre ligne directrice doit être : les militants politiques doivent se lier aux travailleurs immigrés dans le but que ceux-ci s'organisent de façon autonome ; il s'agit d'un travail de prise de conscience et de soutien.

En premier lieu, l'alphabétisation est un besoin auquel on doit répondre. Elle doit être conçue comme un travail collectif et non comme un travail tendant à la promotion individuelle :

- pas de contact individuel ;
- briser le rapport maître-élève ;
- la direction politique de l'alphabétisation est assurée par les travailleurs immigrés eux-mêmes.

C'est la première étape vers l'organisation autonome des travailleurs immigrés.

Ensuite la menée commune des luttes par les 2 fractions, française et non française, du même prolétariat international, amènera leur fusion dans le même mouvement révolutionnaire à vocation internationaliste (1).

Nous nous sommes limités ici à l'analyse de l'impérialisme dominant américain et des impérialismes secondaires qui y sont directement liés, et aux luttes concrètes que les révolutionnaires doivent impulser.

Nous n'avons pas abordé le rôle objectif joué par l'U.R.S.S. et ses alliés d'une part ; la Chine Populaire d'autre part, car cela nécessitait une analyse approfondie des régimes politiques, économiques et sociaux en question, des modes de production dominant, des rapports de production qui y existent,

H. — L'école

Que représente l'école pour les travailleurs

Les travailleurs ressentent généralement l'École comme :

- un milieu étranger avec lequel ils n'ont que peu de contacts ;

- un ensemble d'établissements différents, étant tous censés apprendre, mais de qualité différente : CET, CES, Lycées, Facultés, Grandes Ecoles ;

- une voie de passage nécessaire à la position sociale future de leurs enfants : selon les établissements que leurs enfants fréquenteront, leur avenir professionnel — donc leur vie — en dépend ; selon le type d'enseignement reçu (classique ou technique) leur position dans la hiérarchie sociale est déterminée.

D'une manière générale, les travailleurs ressentent l'École comme l'endroit où le meilleur gagne, c'est-à-dire comme *politiquement neutre*.

L'école : sa signification politique

Aux mains de la bourgeoisie, l'enseignement ne peut qu'être un outil de répression que caractérisent :

- la sélection — elle traduit un double souci : opérer une ségrégation dès l'enfance et satisfaire aux besoins immédiats des entreprises ;

- la mise en condition : il s'agit de forger à tous les niveaux les moules nécessaires à la production ; contrainte, passivité sont des règles absolues que l'on retrouve à l'école, dans les centres de formation professionnelle, à l'armée ;

- le contenu même de l'enseignement : rien sur l'histoire du mouvement ouvrier et une présentation des faits plus que tendancieuse. L'enseignement est reçu comme une somme de lois immuables.

Ce que nous constatons

- La ségrégation dans l'enseignement qui se traduit surtout par l'impossibilité pour les familles ouvrières de pallier l'inorganisation et les manques de moyens comme peu-



ainsi que de leur rôle effectif (politique, économique et social) dans le reste du monde. Ces problèmes n'ont en fait jamais été abordés dans le parti jusqu'à présent.

La commission internationale est donc mandatée pour fournir très rapidement aux militants les premières bases d'une discussion approfondie en la matière, permettant une perception globale des antagonismes de classe à l'échelle internationale pour le congrès du parti, en juin 71, et débouchant sur la définition de positions claires par le P.S.U.

(1) Amendement adopté avec un grand nombre d'abstentions.

vent le faire les milieux plus aisés (cours particuliers, envoi des enfants dans des établissements privés ou plus éloignés) ;

- les enfants du milieu rural ne vont généralement pas en classe avant 5 ou 6 ans (manque d'instituteurs et de locaux), ce qui les pénalise par rapport aux milieux urbains. De plus, il y a fréquemment plusieurs cours dans la même classe, ce qui n'est pas un facteur de bonne instruction.

- La « connaissance » n'appartient généralement qu'aux riches (importance du milieu familial).

- Les responsabilités dans l'industrie ne sont généralement confiées qu'à ceux qui ont pu obtenir des diplômes ;

- la gratuité de l'enseignement est un leurre quand on sait ce que coûte une rentrée et par conséquent les familles ouvrières sont pénalisées ;

- manque de formation et d'information des travailleurs par rapport aux problèmes de l'enseignement ;

- manque de débouchés pour les jeunes sortant des écoles ;

- inadaptation du système scolaire.

En Conclusion

L'École assure deux fonctions essentielles :

- fabrication de la force de travail qualifiée nécessaire, à un instant donné, aux besoins, du mode de production capitaliste ;

- maintenir la domination idéologique de la bourgeoisie, fonction inséparable de la première : l'école crée et entretient la soumission à une forme de domination.

Perspectives de luttes

L'école et la culture sont d'une importance capitale si l'on veut construire le socialisme dans notre pays. Or, par toutes sortes de moyens savamment dosés, dès le départ, dès les maternelles, l'enseignement actuel oriente les consciences vers le capitalisme. Il s'agit d'un enseignement bourgeois traditionnel.

La lutte sur le terrain de l'École devient de plus en plus nécessaire, parce que l'École devient de plus en plus nécessaire au développement capitaliste.

Dans ces conditions, l'objectif principal est la lutte contre le mythe de la neutralité politique de l'école. Il ne peut être question de changer l'école autrement que par la prise du pouvoir global par les travailleurs. Ce travail de dénonciation politique de l'École est un des éléments de la prise de conscience des masses, nécessaire à cette prise du pouvoir. Cette dénonciation doit :

- utiliser les contradictions du système scolaire ;
- s'appuyer sur tous les actes, attitudes et déclarations de la bourgeoisie ;
- être liée à des actions de masse chaque fois qu'elles seront possibles ;
- viser à être le prolongement des luttes dans l'entreprise (exemple : formation permanente) ;
- être secondée par des actions locales destinées non seulement à faire reculer le système en place, mais aussi à servir d'exemple.

C'est ainsi que nous proposons :

Des actions concrètes de base sur l'enseignement technique :

- Distribution de tracts à la porte des C.E.T., expliquant aux élèves ce qui les attend à la fin de leurs études, tracts rédigés par des militants d'entreprises du type de celles qui emploieront ces élèves : grilles de salaires, conditions de travail, pourcentage de chômeurs, etc.) ;
- ensuite (et ensuite seulement) textes et actions tendant à démontrer que l'orientation de l'enseignement découle du choix du capitalisme ;

— proposer aux enseignants révolutionnaires de faire venir des professionnels pour parler aux élèves de leur métier.

○ Ce type d'actions aura un impact sur :

- les parents d'élèves ;
- les élèves qui seront rapidement dans la vie active, et qui devraient donc être de futurs militants révolutionnaires.

Des actions à propos de la formation permanente :

- Dénoncer le fait que la formation professionnelle est faite par le patron, pour le patron ; qu'elle s'adresse le plus souvent à des travailleurs ayant déjà un certain niveau hiérarchique, et, de toute façon, choisis par le patron.

Les travailleurs doivent imposer leur contrôle sur la formation permanente, c'est-à-dire sur le contenu de l'enseignement et sur les professeurs chargés de l'enseigner. Ils refusent le choix effectué par le patronat. Ils exigent que cette formation soit faite pendant le temps de travail.

- Lutte contre la pénétration des patrons dans l'École, sous prétexte d'enseignement.

● En accord avec les enseignants, ouverture de leurs cours à des personnes extérieures à l'école, et qui ne sont pas des représentants de la classe dirigeante :

- des ouvriers ou des paysans à l'école primaire ;
- des syndicalistes en cours d'instruction civique ;
- des militants en cours d'histoire.

Nous voulons

● le regroupement des classes rurales dans les centres urbains au niveau du canton avec transport gratuit et bien organisé ;

● une laïcité et une gratuité totales permettant à tous d'acquiescer le niveau de connaissances qu'il désire et ce à tous les âges et tout au long de l'existence ;

● lutter contre les cours du soir et demander leur incorporation dans la journée de travail ;

● exiger la reconversion en dehors des usines avec salaires payés, dénoncer les écoles patronales ;

● exiger la gratuité complète des études et le salaire des étudiants ;

● formation permanente de l'adulte qui sera rendue plus facile si l'école se trouve plus en liaison avec le lieu de travail.

Il ne s'agit pas de construire du dehors une idéologie prolétarienne face à l'idéologie bourgeoise ; puisque cette idéologie doit être l'action des travailleurs eux-mêmes. L'action syndicale seule (et surtout celle qui a été menée jusqu'à présent) ne peut jouer le rôle principal pour la promotion d'une idéologie prolétarienne : elle est surtout destinée à « contrer » les aspects matériels du capitalisme. Une action de type « culturel » semble absolument nécessaire. Il faut donc établir un front culturel pour les travailleurs (par opposition aux loisirs de type « club méditerranée ») qu'il s'agisse de théâtre « politique », etc., ou de réflexion sur le mode de vie.

Nous proposons

Des luttes plus conjointes entre travailleurs et enseignants mais pour cela nous suggérons un effort de la part des enseignants et étudiants pour diffuser de façon compréhensible leurs objectifs.

Notre lutte doit amener les parents à être plus responsables de l'école conjointement avec le corps enseignant.

La démystification de la démocratisation de l'enseignement qui, en fait est en train d'intégrer l'élite paysanne et ouvrière à la classe bourgeoise nous semble assez prioritaire. Nous voulons défendre la culture qui s'est forgée à travers les luttes ouvrières et paysannes.

En tout état de cause, il sera nécessaire pendant un temps d'accepter des objectifs limités pour permettre une prise de conscience simultanée et progressive des travailleurs par rapport aux problèmes de l'enseignement et de sa fonction idéologique ; l'objectif final étant la destruction de l'université au service de la bourgeoisie.

L'université, par son recrutement, son enseignement, est bourgeoise. Elle perpétue la défense du « droit capitaliste ». Elle fournit en grand nombre, aux capitalistes, les hommes dont ils ont besoin aux postes clés pour perpétuer leur hégémonie.

Le système des Grandes Ecoles perpétue au niveau des entreprises et de l'Etat la division sociale ; il est la racine de la division hiérarchique ; comme tel il doit être combattu par les militants révolutionnaires.

N.B. — Ce texte est la synthèse des contributions de sept assemblées ouvriers-paysans.

I. — Culture

L'acculturation passive pratiquée en France à une échelle de plus en plus énorme est particulièrement asphyxiante. Nous nous devons de refuser des principes culturels inspirés par le pouvoir.

Ce n'est pas un mystère que la culture officielle s'insinue désormais partout et qu'elle représente pour l'essentiel une arme idéologique déterminante pour la classe bourgeoise.

Nombre de réalisations de la bourgeoisie sont destinées ainsi à développer l'esprit de soumission et à dégouliner toute velléité critique chez l'auditeur, le lecteur ou le spectateur et à borner strictement son horizon de connaissances aux frontières de l'hexagone national.

On connaît les grandes capacités de récupération pour son propre compte dont dispose la classe capitaliste gérante. Exemple : une présentation adéquate pour un livre et voilà l'œuvre en partie récupérée et utilisable pour cautionner ou justifier tel ou tel acte politique des tenants du système.

Si une frange d'intellectuels et d'artistes développe une perspective culturelle nettement contestataire et se démarque radicalement, la classe ouvrière n'y est guère concernée, sinon encore une fois comme spectatrice.

Le sens critique que nous appelons chez les travailleurs, s'il est nécessaire pour réagir contre la culture officielle, arme remarquable de la classe au pouvoir, est également en raison d'une politique de culture restrictive qui consiste à filtrer arbitrairement des livres non orthodoxes dans la bibliothèque de Comités d'entreprise et des municipalités ouvrières. En fait, les militants culturels ou responsables de comités d'entreprise se contentent de dispenser des œuvres progressistes ou engagées souvent très conformistes et empreintes de schématisme et d'ouvriérisme désuets.

En sélectionnant ainsi a priori les lectures des travailleurs, les « responsables » font preuve d'un manque manifeste de confiance envers eux-ci. En refusant le droit de résister, de se déconditionner, d'avoir des échanges entre eux et avec d'autres milieux intellectuels, artistes ou étudiants, en n'offrant strictement qu'une consommation de connaissances pure et simple, ils se rendent complices de cette grande entreprise de modelage des cerveaux qui s'accroît

toujours davantage avec le développement des grands moyens de diffusion et d'information. C'est pourtant bien au contraire en ouvrant les portes des bibliothèques à la gestion des travailleurs que leur sens artistique s'aiguëra.

La libération sur le front culturel a des retombées sur la libération sociale : on prend plus nettement conscience de l'oppression capitaliste.

Par ailleurs, l'action de certains comités d'entreprise qui consiste en une initiation à la culture et aux loisirs capitalistes (on met le théâtre de boulevard à la portée des ouvriers) peut être nocive : elle est un élément de « stabilisation » capitaliste.

Enfin, le comportement de nombreux jeunes travailleurs, même s'il est anarchique, dispersé, inconscient et souvent exploité à des fins commerciales, est l'indice d'un besoin d'une autre idéologie. Il s'agit donc de trouver de nouvelles formes de luttes culturelles aptes à appréhender ces besoins et à leur fournir une caisse de résonance pour en faire un instrument efficace de lutte contre l'idéologie bourgeoise dans le cadre de la lutte des classes.

Grâce aux structures qu'ils se sont créées ou qu'ils ont laissées s'implanter dans les C.E. les travailleurs doivent se donner les moyens et les droits d'accepter, de rejeter ou de condamner, s'ils l'estiment nécessaire, les éléments de « culture » officielle. La bataille culturelle pour une nouvelle conception de l'homme, de la vie, de l'éducation, du travail, de la civilisation doit concerner le plus grand nombre ; elle ne doit être l'objet d'aucune intervention, d'aucun tabou car elle est à la base et elle est la condition de la réussite socialiste.

Anti-culture

On peut appeler anti-culture tout ce qui entrave l'esprit de recherche et de création, l'esprit critique, le développement de la personnalité, tout ce qui contribue à maintenir des êtres humains dans l'ignorance, la passivité, l'infantilisme, de leur naissance à leur mort : le principe d'autorité dans la famille, à l'école et dans la société qui consiste à admettre que les parents, l'instituteur, les spécialistes ont raison par définition ; les censures offi-

cielles et officieuses ; le mensonge organisé ; le même moule à sens unique.

Action contre l'anti-culture

L'anti-culture est donc aussi bien le fait des appareils et institutions qui ont la prétention de représenter la volonté révolutionnaire de la classe ouvrière que celui de l'Etat et du patronat.

La lutte est la même car l'un et l'autre cas aboutissent au même phénomène aliénant, mais des différences tactiques se doivent d'être adoptées suivant que l'on vise par exemple des appareils ou la politique de déracinement du pouvoir.

Il est certain que ce n'est pas la polémique qui démontrera la duplicité des appareils mais bien l'expérience que les travailleurs pourront en faire.

Les militants doivent donc s'efforcer de créer dans les milieux favorables une auto-formation animée par un esprit anti-autoritaire, permettant la liberté d'expression, la multiplicité des échanges et, autant que possible, une pratique très variée d'activités (surtout possible dans un groupe autonome jeune et surtout sur lequel les appareils n'auront aucune prise).

L'essentiel étant de créer des groupes d'échange de préférence non marqués par une étiquette ou un signe quelconque, on arrive au bout d'un moment à ce que chacun puisse parler ; qu'il s'habitue à confronter son point de vue avec d'autres et à mettre à jour ses désirs profonds.

Ce peut être un groupe de jeunes, ce peut être une commission des lecteurs gérant une bibliothèque ou un groupe artistique que l'on engage.

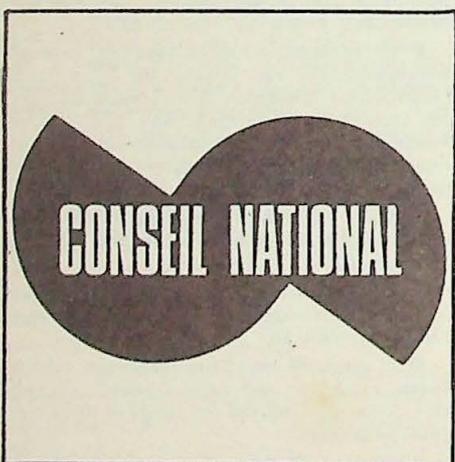
Les militants qui ont rédigé ce texte ont tour à tour agi sur plusieurs thèmes tels que :

— commissions culturelles multiples sous l'égide des C.E. ;

— développement d'une campagne d'information sur le contrôle des naissances et avortement libre à un moment où ces sujets sont encore tabous ;

— alphabétisation des immigrés...

Nous pensons qu'il est tout à fait possible de développer un « contraire » à la civilisation bourgeoise dans des organisa-



Préparation du congrès

Prenant acte que la participation des travailleurs et paysans aux assemblées régionales s'est avérée positive pour la préparation des travaux du Conseil national.

I. — La D.P.N. décide que, dans le cadre de la préparation du prochain Congrès, le même type d'assemblée interviendra dans le contexte suivant :

a) L'objet principal du prochain Congrès étant l'élaboration d'un programme de transition, un effort de réflexion théorique sera indispensable ;

b) Cette réflexion sera amorcée par des propositions nationales qui seront transmises aux assemblées régionales ouvrières et paysannes ;

c) Le nombre de ces assemblées pourra être supérieur à celui de la dernière consultation. Le lieu de réunion ne devra pas être fixé de

manière autoritaire mais sera décidé par les intéressés eux-mêmes, en fonction de leur plus grande possibilité de participation. Ces assemblées apporteront aux propositions nationales leurs observations, projets et amendements.

d) Ces textes seront ensuite transmis par la D.P.N. aux sections et fédérations afin qu'elles en délibèrent statutairement ;

e) Compte tenu des délais nécessaires, le débat sera amorcé par la D.P.N. dès sa session de février.

II. — La D.P.N. décide, pour faire suite au vœu exprimé par des assemblées régionales, qu'un délégué par assemblée pourra assister à titre consultatif aux réunions de la D.P.N., dans le cadre de la préparation du Congrès. Ces délégués devront être élus par les as-

semblées régionales dès leur première réunion après le Conseil national.

III. — Selon la procédure prévue par la thèse 14, la réforme des structures du parti sera examinée au Congrès, notamment en fonction des leçons tirées de l'expérience tentée depuis le 6^e Congrès. Le D.P.N. souhaite que, dans les plus brefs délais, les travailleurs de l'industrie et de la terre assurent la majorité des fonctions de responsabilité à tous les échelons du parti.

A cet effet, les moyens financiers devront être dégagés afin de permettre prioritairement la formation, dans les écoles de cadres, les stages régionaux et nationaux des camarades ayant participé aux assemblées régionales.

tions culturelles qui puissent conserver un maximum d'autonomie par rapport au système.

Il ne peut être question de s'enfermer, poussé par une sorte de purisme révolutionnaire, dans des sphères étroites et de ressasser des abstractions politiques ou esthétiques, mais d'élargir la transformation culturelle à toutes sortes d'activités de loisirs et de détente par le moyen de disciplines les plus variées.

Ce dont il doit être question, c'est de former une nouvelle forme de rapports humains en rupture définitive avec la culture monopolisée actuelle.

Malgré les montagnes d'obstacles que nous oppose une société basée sur le vol et la corruption, des expériences menées là ou ailleurs peuvent avoir valeur d'exemple et être répercutées.

Compte tenu du désir qui, désormais, se généralise, d'une prise directe des masses sur leur vie quotidienne et leur devenir, il devient maintenant plus facile d'animer des groupes antibureaucratiques sur des thèmes culturels.

Les contradictions de la société que nous vivons s'exacerbent, et il ne manque pas de problèmes et d'injustices qui soient sensibles à une partie ou à une autre de la population :

que ce soit le conditionnement et la robotisation des individus ; que ce soit le racisme, que ce soit la lutte contre la pollution, pour l'égalité des sexes, la libre décision des naissances, l'avortement libre, la solidarité internationale,

Remarquons que les organisations ouvrières, tout autant que les héralds du capital, prêchent le travail « bonheur » (1) - exemple : Travail et Culture - Tourisme et Travail - C.G. Travail - C.F.D. Travail...

(1) La commission synthèse fait des réserves sur la formulation de ce passage.

Il est d'autres domaines de la lutte culturelle où une organisation révolutionnaire ne doit pas hésiter à œuvrer même si l'on est obligé un moment de prendre les travailleurs à « rebrousse-poil ». C'est par exemple la lutte contre l'état de citoyen-consommateur.

La société, c'est évident, fascine et infantilise les êtres en les précipitant dans le cycle infernal : désir d'acquiescer-acquisition-désir d'acquiescer. En tant que militants nous nous devons par tous les moyens d'aider le développement de l'esprit critique, d'aider les individus à résister au laminage et à la standardisation créés par les moyens de diffusion et d'information.

Nous savons que les contradictions que nous vivons telles que :

Travail = Création,
Contrainte = Joie,
Aliénation = Libération

ne peuvent être résolues que dans une tout autre société et que le socialisme pourra nous aider à y parvenir. Mais déjà une partie de la jeunesse soulève ces thèmes à juste raison, et nous avons, en tant que parti, la responsabilité de préciser nos perspectives et les moyens d'y parvenir.

D'une façon générale, il ne peut être question pour nous de subordonner la lutte pour le renversement des structures à une « révolution culturelle » préalable. Mais cette lutte nécessaire pour la transformation de l'homme fait partie intégrante de la lutte que nous menons pour la conquête du pouvoir par les masses.

Si la politique c'est la science de la vie, la culture est un élément indispensable à cette science.

La révolution sera qualitativement fonction des hommes qui la feront.

Annexes

Assemblée générale de Paris

(Texte d'orientation)

● Analyse de la situation économique

Après une secousse sérieuse, conséquence directe de la crise politique ouverte en Mai 68, le capitalisme français a entamé, sur le plan économique, un redressement certain.

Le capitalisme français et l'impérialisme

Le capitalisme français a abandonné la politique de « grandeur nationale » du gaullisme. Cet abandon s'est traduit par :

● Une plus large pénétration des capitaux étrangers sur le marché français mais il faut noter que, de son côté le capitalisme français intervient sur les marchés étrangers, y compris le marché américain. Il faut justement parler d'interpénétration des capitaux internationaux en même temps que d'hégémonie de capitalisme américain.

● Une réduction de l'effort étatique de développement de l'influence française, celle-ci tendant de plus en plus à se réduire à quelques pays africains francophones (abandon de toute politique d'intervention en Asie du Sud-Est, en Amérique latine et au Canada, etc., alignement sur les positions américaines dans le conflit palestinien).

Le redressement intérieur

Sur le plan intérieur, c'est la même politique de « néo-libéralisation » de l'économie qui a permis une accélération très rapide du processus de con-

centration. La crise sociale de Mai 68 et le développement de la combativité ouvrière ont par ailleurs largement contribué à ce processus, car ils ont entraîné le choix délibéré par le capitalisme d'une politique de croissance régulière des salaires, fut-ce au prix d'une certaine tension inflationniste. Cette politique n'est possible que si la croissance du pouvoir d'achat est compensée par une augmentation encore plus importante de la productivité, donc uniquement dans les entreprises susceptibles de se donner des moyens d'équipement avancés et de soutenir la concurrence sur le plan des prix : elle accélère donc le processus de liquidation des entreprises moyennes.

Cette analyse ne signifie nullement que le système capitaliste français a trouvé son point d'équilibre. Il y a un an, nous pouvions constater que la lutte entre le secteur avancé et le secteur retardataire (y compris avec des perspectives de fascisation nationaliste) était équilibrée. Aujourd'hui le secteur avancé a très largement gagné la partie. C'est sans doute à ce succès que l'on doit la course au pouvoir des « réformateurs » (que ce soit deux fers dans le même feu ou l'amorce d'un regroupement politique permettant de se débarrasser des forces les plus rétrogrades de la majorité).

Ce choix qui entraîne un certain démantèlement des structures planificatrices et d'encadrement mises en place dans

la période 1945-1960, et renforcées durant la première phase du gaullisme, entraîne des conséquences considérables :

● Autonomie de plus en plus marquée des grandes firmes par rapport à l'Etat, d'où difficultés de plus en plus grandes pour celui-ci d'orienter le développement économique et d'intégrer les objectifs sociaux. Mais ce même Etat reste l'atout majeur pour le capitalisme en ce qui concerne la riposte à la lutte ouvrière et populaire : avec ses contrats de progrès et sa répression, l'Etat reste la forteresse centrale du pouvoir bourgeois.

● Priorité absolue au développement de la productivité et au développement des forces productives pour soutenir la concurrence internationale inter-firmes. Le capitalisme est confronté à la nécessité de réaligner le développement technologique le plus avancé (modernisation des forces productives) et d'opérer une surexploitation de nouvelles réserves de travail jetées dans la production (paysannerie, immigrés, débris des anciennes couches moyennes...).

Le choix du capitalisme français s'inscrit d'ailleurs dans le champ de la coexistence pacifique élargie : accords politico-militaires assurant une répartition nouvelle des zones d'influence, et surtout tendance de plus en plus large à l'intégration de l'ensemble des forces productives à l'intérieur d'un marché mondial unifié. Ainsi l'interpénétration des capitaux dé-

borde le cadre des pays capitalistes (investissements allemands en U.R.S.S. ou en Roumanie, investissements soviétiques en Grèce et en Inde).

Il est probable que nous sommes dans une phase de haute conjoncture économique marquée par un nouveau bond en avant du développement des forces productives.

Cette croissance des forces productives marque-t-elle un reflux des possibilités du mouvement révolutionnaire ? Bien au contraire ! Ce serait oublier que c'est précisément la contradiction entre le développement des forces productives et les rapports sociaux de production qui développe la lutte des classes.

La croissance des forces productives, précédemment soulignée, entraîne comme principales conséquences sociales :

- Renforcement de la combativité ouvrière stimulé par la conscience de son rôle dans la production.

- Prolétarianisme direct ou indirect de couches sociales relativement préservées jusqu'alors par le mode de production capitaliste (paysannerie-distribution).

- Subordination des équipements sociaux et collectifs à la capacité d'autofinancement des entreprises (fiscalité rapportée principalement par les salariés).

Afin de sortir du cycle infernal des crises, la bourgeoisie dépassant l'économie libérale, a procédé à la concentration du capital et se donne des moyens de plus en plus puissants de domination sociale :

- Développement de la programmation et de la concertation entre les monopoles et l'Etat.

- Renforcement de l'organisation des appareils de production et de décision.

- Soumission de la consommation, des loisirs, de l'éducation, du cadre de vie, etc., aux intérêts économiques et idéologiques de la classe dominante.

Ainsi la lutte de classes ne se limite pas à la production, c'est la société tout entière, donc l'homme dans tous les aspects de sa vie, qui sont engagés dans un changement global, enjeu de luttes sociales elles-mêmes globales. Le champ de la lutte des classes s'élargit et englobe toutes les activités des travailleurs.

● Analyse de la situation politique

On assiste, dans la situation actuelle, à une emprise croissante du capitalisme financier.

Equilibre politique catastrophique

La contradiction interne fondamentale du capitalisme financier est la suivante : s'il peut par sa concentration installer son hégémonie économique, il ne peut, étant donné sa faible base sociale, installer son hégémonie politique. D'où la re-

cherche d'alliances avec toutes les couches de la bourgeoisie et l'installation d'une forme particulière de l'Etat permettant l'élimination progressive des couches les plus rétrogrades et leur remplacement dans l'alliance politique par une partie du prolétariat.

On assiste ainsi aux phénomènes suivants :

- Autonomie relative de l'Etat qui peut ainsi apparaître au-dessus des classes et non plus comme l'instrument de domination d'une classe.

- Les classes et les fractions bourgeoises ont montré jusqu'ici leur incapacité à s'ériger en classe ou fraction hégémonique qui entreprendrait l'unification de l'alliance de classe sous son égide.

- Nécessité de l'organisation nationale de la production, c'est-à-dire dominance de la fonction économique de l'Etat sur les autres fonctions.

- L'Etat tente d'organiser politiquement la classe ou la fraction dominante (processus de formation de l'U.D.R.-U.J.P.).

Ces quatre critères définissent une situation d'équilibre « catastrophique » (Marx : le 18 brumaire de L.N. Bonaparte).

La stratégie du capital

Pour dévier la combativité ouvrière, isoler du mouvement ouvrier les couches prolétariennes issues de la petite bourgeoisie et de la paysannerie, et donner un exutoire politique au mécontentement provoqué par l'insuffisance des équipements collectifs, le capitalisme français joue essentiellement sur deux cartes politiques.

- Développer la politique de concertation permanente avec les syndicats (« syndicats à participation conflictuelle »), afin de planifier les luttes ouvrières, d'avoir une force organisée des travailleurs avec laquelle discuter et s'entendre (contrats de progrès, commissions « paritaires » dès que se pose un problème, déclarations de Chaban Delmas et de Fontanet sur la « nécessité de renforcer les syndicats », etc.). Ce que ne pouvait réaliser le capitalisme atomistique et parcellaire, le capitalisme concentré peut se le permettre. La négociation directe patronat-syndicats tend d'ailleurs à se substituer (comme aux U.S.A. depuis longtemps) à l'intervention de l'Etat dans le domaine des relations de travail. Mais il est certain que le capitalisme lui-même donne des limites à cette concertation : elle ne peut porter que sur des revendications « intégrables » par une économie capitaliste en expansion : hausses des salaires et retraites par exemple, mais ne peut toucher à la productivité, c'est-à-dire au véritable processus de formation de la plus value. Les organisations syndicales ont tendance, de par leur situation actuelle, à accepter de plus en plus cette intégration effective aux mécanismes de concertation (Grenelle à froid, etc.).

- Pour tenir les revendications externes à l'entreprise (« cadre de vie », etc.), la bour-

geoisie favorise le développement d'une opposition légale, qu'elle souhaite monopolistique. Le renforcement du P.C.F., la liquidation des autres forces de l'opposition par l'intégration dans le système ou par la répression facilite cet équilibre de coexistence pacifique interne nécessaire pour contrôler les pulsions du mouvement de masse (P.C. jouant le rôle de la social-démocratie en Allemagne ou Grande-Bretagne).

● La montée de la combativité ouvrière

Depuis mai 68, la combativité de la classe ouvrière semble accrue et renouvelée dans l'ensemble du continent européen. En outre, nous voyons entrer dans l'action, des catégories sociales qui, jusqu'à présent, ne s'étaient guère manifestées, employés des grands magasins (B.H.V., Galeries Lafayette, La Redoute), les petits commerçants et les artisans, les paysans, etc.

Malgré les silences de l'information bourgeoise, nous savons que tous les jours, dans le pays, des travailleurs cessent le travail, souvent spontanément, brisant ainsi la stratégie du « Grenelle à froid ».

Mais plus que cette explosion de grèves, ce qui est important, c'est le renouvellement du contenu de l'action et l'application d'une démocratie prolétarienne à la base. Tous les mouvements sociaux importants de ces deux dernières années ont été déclenchés autour d'objectifs de contrôle. Le mouvement gréviste se détourne des actions de caractère propagandiste qui lui sont fixées par les syndicats et organise ce qu'on peut appeler une guérilla industrielle, tendant à s'attaquer directement, par la baisse organisée de la productivité ou le blocage ponctuel, à la production.

Le contenu de ces actions, fondé sur une prolongation indéterminée de la lutte dans l'entreprise, porte essentiellement sur des objectifs de contrôle, et par là, met en question le droit capitaliste de gérer l'organisation de la production :

- Vêto des travailleurs aux licenciements.

- Prises de contrôle sur le classement, la qualification, la garantie des ressources.

- Prises de contrôle sur les cadences, le rendement, la productivité.

- Prises de contrôle sur les fiches de travail, la cotation par poste, les grilles de salaires.

- Prises de contrôle sur les horaires, la formation professionnelle, etc.

Nous pouvons constater, à partir de cette orientation des luttes, une coupure de plus en plus nette entre la stratégie syndicale au sommet tendant à régulariser les relations sociales et par là même, permettre la réalisation des gains de productivité des secteurs capitalistes les plus avancés, et les luttes menées à la base, y compris dans et avec les syndicats,

fondées au contraire sur l'offensive permanente contre les gains de productivité et le refus de la stabilisation sociale.

De même, les luttes « externes » à l'entreprise, c'est-à-dire l'intervention des masses ouvrières dans le secteur des services (transports, etc.) ne peuvent se figer dans le cadre électoral qu'entend lui donner l'« opposition légale ». Leurs formes d'organisation, fondées sur la concertation directe des usagers entre eux et leurs caractères ponctuels, impliquant une prise en charge directe par les masses des actions à mener, ne peuvent être « reportées » dans le temps des élections quadriennales.

● La construction du parti révolutionnaire

Les luttes importantes menées par les travailleurs n'arrivent ni à se structurer et à s'articuler en mouvements plus larges en débouchant sur une prise de conscience plus élevée, ni à se donner l'expérience collective permettant de dépasser en capacité d'organisation et en niveau de contenu les résultats déjà obtenus.

Le principal problème politique de l'heure apparaît donc celui de la formation d'une grande force socialiste révolutionnaire exprimant politiquement et organisant la lutte prolongée des diverses fractions de la classe ouvrière et des autres éléments prolétariens, lui permettant de se créer une mémoire collective et lui donnant à travers ses luttes pour le contrôle de la production, l'expérience de la démocratie ouvrière de masse, image et préfiguration de la société socialiste.

La montée des luttes et leur politisation, en contradiction continue avec la pratique réformiste des formations traditionnelles, le dogmatisme trotskyste ou maoïste de la plupart des groupes introduisant une pratique oscillante entre le fétichisme de l'organisation et la spontanéité des masses qui s'éloignent finalement d'eux, accroissant ainsi leur isolement (épuisement d'un potentiel révolutionnaire réel dans une situation politique ne pouvant appeler que son épanouissement), appelle la formation de ce parti révolutionnaire de type nouveau, capable d'assumer l'aspiration réelle des masses à renverser le régime capitaliste.

Le piétinement du mouvement révolutionnaire

Le trait dominant de la situation politique présente, c'est le fait que le courant socialiste et révolutionnaire ne pousse pas assez ses avantages, et pourtant la situation lui est objectivement favorable.

Si effectivement, nous ne poussons pas assez nos avantages, c'est qu'un certain nombre de contradictions internes n'ont pas été résolues dans no-

tre parti et qu'il subsiste certaines ambiguïtés dans notre stratégie et notre pratique.

Notre parti a une lourde responsabilité dans ce processus de piétinement. La conjoncture politique (élections présidentielles, élections partielles, développement des luttes pour le contrôle) avait attiré sur lui l'attention des masses populaires y voyant un espoir sérieux de rénovation révolutionnaire. Objectivement, nous avons déçu ces espérances par une pratique en contradiction avec notre phrase et par notre incapacité à proposer une stratégie globale de luttes.

Ainsi notre dernier Conseil national a porté sur :

- Contrôle ouvrier ;
- Cadre de vie ;
- Municipales ;
- Construction du parti révolutionnaire.

Pour nous, il ne s'agit pas de quatre problèmes différents à traiter l'un après l'autre, ni à dissocier les uns des autres :

- Contrôle ouvrier aux bons soins du secteur entreprises ;

- Cadre de vie et municipales aux bons soins des sections locales ;

- Formation du parti révolutionnaire aux bons soins des états-majors.

Il avait été proposé l'idée d'une stratégie en tenaille : d'un côté luttes des travailleurs pour imposer le contrôle ouvrier, de l'autre luttes des usagers et consommateurs sur le cadre de vie.

L'image choisie nous semble entachée d'une erreur théorique. En effet, quel est l'axe qui permet de refermer la cisaille ? Quelles sont les forces qui actionnent l'outil ? Les victimes de l'exploitation dans l'entreprise et dans le cadre de vie sont-elles différentes ? Seule une analyse de classe rigoureuse peut apporter une réponse à ces questions et permettre la définition d'une stratégie juste.

Par ailleurs, nous affirmons vouloir unifier les luttes des travailleurs, mais notre pratique est en totale contradiction avec ce principe.

En effet, lorsque nous organisons ces groupes, nous reconstruisons la mainmise du capitalisme actuel dans tous les secteurs de la vie des travailleurs, mais cette pratique ne permet pas d'amener les travailleurs à remettre en cause l'enseignement, la santé, etc., et à définir les axes de lutte dans ces secteurs de façon à ce que ces luttes soient subordonnées à l'axe principal du contrôle ouvrier.

Le parti révolutionnaire

Nous avons affirmé dans les thèses du Congrès de Dijon que la construction du parti révolutionnaire ne pouvait être abordée en termes volontaristes. En effet, le développement des luttes sur le thème du contrôle doit amener la classe ouvrière à se poser le problème de la création du parti.

Les fusions ne peuvent donc être des initiatives d'appareils, mais la conséquence d'une

convergence idéologique et pratique formée dans la lutte des masses populaires.

Lénine, lui-même, avait posé en 1916 les principes du développement démocratique du mouvement révolutionnaire.

« On ne peut renverser le capitalisme et l'impérialisme par des réformes démocratiques, si idéales soient-elles, mais uniquement par une révolution économique, mais le prolétariat est incapable de réaliser la révolution économique si il n'est pas éduqué dans la lutte pour la démocratie.

« On ne peut vaincre le capitalisme sans s'être emparé des banques, sans avoir supprimé la propriété des moyens de production ; mais on ne peut appliquer ces mesures sans organiser la gestion démocratique par tout le peuple des moyens de production arrachés à la bourgeoisie, sans faire œuvrer toute la masse des travailleurs-prolétaires, semi-prolétaires et petits paysans à l'organisation démocratique de ses rangs, de ses forces, de sa participation à l'Etat. » (contrôle ouvrier et nationalisation de l'industrie).

Nous faisons nôtres ces principes, qui peuvent seuls amener la création d'un parti révolutionnaire de type nouveau, car l'analyse des faits historiques montre que les conditions objectives sont réunies pour que soit mis en place un tel processus d'organisation des masses par une démocratie prolétarienne à la base.

● Proposition d'une stratégie globale

Pour les militants révolutionnaires, il s'agit de préparer les conditions de renversement du capitalisme, de l'instauration de l'hégémonie, du prolétariat et

de la destruction de l'appareil d'état bourgeois.

Dans la période historique actuelle, la stratégie globale a pour contenu le contrôle ouvrier et pour forme la démocratie prolétarienne de masse.

Seules les masses sont capables d'arracher à la bourgeoisie le pouvoir d'Etat ; le parti étant la base théorique et l'organisation des militants politiques qui doivent être « comme des poissons dans l'eau » dans les masses.

Le prolétariat reste donc objectivement la classe dont les intérêts sont fondamentalement opposés à ceux de la bourgeoisie. Il est donc la base fondamentale du mouvement révolutionnaire. Mais seule, la classe ouvrière ne peut pas faire la Révolution. Il est donc obligatoire qu'elle définisse ses alliés dans le combat contre l'exploitation. De nombreuses couches sociales (paysans, employés, enseignants, étudiants, commerçants, etc.) par leur situation économique et idéologique sont des alliés potentiels de la classe ouvrière.

Nous avons vu précédemment comment l'ennemi de classe avait, lui-même, en réponse aux attaques de plus en plus violentes de la classe ouvrière, élargi le front des luttes. C'est donc la même stratégie que nous devons appliquer dans tous les domaines.

Le contenu concret du contrôle ouvrier

Notre vision doit être la possibilité qu'ont les travailleurs, équipe par équipe, atelier par atelier, secteur par secteur, de prendre eux-mêmes en charge l'organisation de leur travail. Cela rejoint finalement le problème général de la possibilité de développement d'une appari-

tion autonome de la classe ouvrière, premier pas vers une authentique démocratie prolétarienne de masse.

L'axe principal de lutte est le contrôle ouvrier, à condition de le prendre dans sa dimension révolutionnaire :

Le contrôle ouvrier n'est ni la cogestion, ni l'instauration d'un pouvoir partiel dans une société où la bourgeoisie conserve le pouvoir politique. Ce n'est pas non plus une « campagne », un objectif que l'on revendique et sur lequel on est amené à négocier, à passer des compromis.

Le contrôle ouvrier se place en dehors de la légalité bourgeoise, de toute institution : c'est l'établissement par la lutte d'un rapport de forces qui permet de placer le patronat devant le fait accompli :

Le contrôle ouvrier repose sur les bases suivantes :

- Refus de toute participation et de toute intégration ;
- Volonté de placer l'adversaire devant le fait accompli ;
- Rupture avec la légalité patronale et bourgeoise ;
- Priorité accordée à l'initiative à la base ;
- Démocratie prolétarienne de masse.

Contrôle ouvrier et démocratie prolétarienne de masse sont donc dialectiquement liés : là où il n'y a pas cette décision collective des travailleurs en lutte, il n'y a pas contrôle ouvrier.

La seule possibilité de prise de pouvoir dans une conjoncture économique élevée réside dans l'auto-organisation des masses et leur formation politique sur le tas : le processus révolutionnaire ne sera pas la réussite de quelque coup provenant d'une rupture d'équilibre entre diverses fractions de la bourgeoisie, mais d'une liaison organique permanente entre objectifs de lutte sociaux

et objectifs politiques, création du Mouvement Socialiste Révolutionnaire à travers les luttes pour le contrôle, dans et par l'auto-organisation des travailleurs.

La question syndicale

L'objectif que nous nous fixons est l'affirmation politique autonome de la classe ouvrière par le développement des luttes sur l'axe stratégique du contrôle ouvrier, la tendance générale au niveau syndical paraît

- chercher à négocier au lieu de prendre sur le tas ;
- respecter la légalité patronale et bourgeoise au lieu de la rompre ;
- faire conduire les luttes par des délégués au lieu de la démocratie prolétarienne à la base ;
- cloisonner les luttes au lieu de les élargir et de lier luttes internes et externes.

Néanmoins, la forme syndicale n'est pas dépassée : les syndicats ouvriers représentent une forme irremplaçable d'organisation et de coordination des luttes correspondant au premier niveau de prise de conscience des masses ouvrières.

Mais les nouvelles formes de lutte, plus dures dans leurs objectifs et plus démocratiques dans leur mode de conduite, qui tendent à se développer et qui préfigurent le contenu concret du contrôle ouvrier, amèneront à relever les contradictions entre ceux qui acceptent la démocratie prolétarienne de masse et ceux qui la refusent.

Il ne saurait être question de vouloir construire une nouvelle organisation syndicale (syndicat rouge) ni de noyauter tel ou tel syndicat.

Les syndicats sont actuellement le lieu d'une lutte idéologique intense, opposant à la stratégie officielle des centrales la possibilité concrète de

développement d'une stratégie révolutionnaire fondée sur l'axe stratégique du contrôle ouvrier.

Une des responsabilités des militants révolutionnaires est de contribuer par leur pratique militante intérieure et extérieure aux syndicats à porter ce débat devant l'ensemble des travailleurs.

C'est pourquoi il s'agit de renforcer systématiquement l'implantation du P.S.U. dans les entreprises et d'intervenir dans les organisations existantes contre les idéologies réformistes, pour imposer une pratique de démocratie prolétarienne, des assemblées générales du personnel qui ne soient pas uniquement des assemblées d'information, mais des assemblées de décision collective.

Le durcissement des formes de lutte et pour proposer à la base nos objectifs de lutte anti-capitaliste.

Néanmoins, l'analyse est à mener cas par cas, en fonction de la situation concrète. Si aucune possibilité n'existe pour répondre à ces objectifs, le groupe politique devra prendre en main la préparation des luttes.

Conclusion

Le contrôle ouvrier, axe stratégique unificateur, permettra le harcèlement de la bourgeoisie dans tous les secteurs qu'elle s'est appropriés. Il faut donc profiter de toutes les luttes sectorielles qui peuvent se déclencher, dans le cadre de vie comme dans la production, pour favoriser la prise de conscience collective de l'exploitation capitaliste et la mise en œuvre de la démocratie prolétarienne de masse qui décidera des formes nouvelles de lutte suivant l'axe stratégique du contrôle ouvrier.

Rhône-Alpes

Assemblée ouvriers-paysans

Bilan des actions menées

Foncier : la majorité des agriculteurs est sensibilisée sur ce problème. Nombreux types de luttes menées sur les abus faits sous couvert du droit de propriété (Roussillon). Elles appellent à un esprit de classe.

Luttes sur le revenu : les prix — les structures, avec au niveau national une recette prédominante sur les prix.

Dernières manifestations sur le lait : facile de mobiliser les agriculteurs sur des problèmes de prix. Mais la manifestation du 5 décembre a surtout profité aux gros producteurs de lait. Le prix n'est qu'un élément temporaire de combat. Ce qui est nouveau dans l'Isère le 5 dé-

cembre : le débordement net des dirigeants par leur base, qui les a poussés jusque devant la préfecture.

Comment capitaliser au niveau syndical, ce mécontentement des paysans à la fois contre le gouvernement et contre les dirigeants de la F.D.S.E.A. au moins tant que ces dirigeants se rangent aux côtés des gros agrariens ? Nécessité des luttes défense régionale, de l'outil de production — Récupération.

Carence des luttes et difficultés

Ambiguïté de la situation d'agriculteur. Certains agriculteurs vivent de la vente de leur terrain donc de la spéculation foncière.

Le crédit agricole prête non en fonction de la conjoncture mais des biens (terrains - immeubles). Cette spéculation dont tous les citoyens subissent les préjudices devrait être combattue sur une base élargie aux non-agriculteurs.

Manque d'objectifs transitoires pour la lutte et manque aussi d'objectifs à long terme.

Diversification des régions, des productions, donc des mots d'ordre. Difficulté des mots d'ordre unificateur pour le milieu.

La lutte sur les prix pour ce qu'elle a d'ancré dans les habitudes et la lutte pour l'aménagement des structures quand elle est menée à la petite semaine concourent toutes deux à l'aménagement d'une agriculture capitaliste.

Pourquoi nous luttons ? Quels objectifs ?

Les objectifs ne sont pas aussi clairs que pour le mouvement ouvrier qui depuis longtemps réfléchit sur la société socialiste à construire et sur les objectifs pour y arriver.

En fonction de quels objectifs transitoires, peut-on lutter ?

- limiter la concurrence entre agriculteurs
- Supprimer la spéculation sur les biens et les productions
- réglementation du commerce (organisation des marchés) ou forme du soutien des marchés
- orientation des productions en protégeant les revenus des régions soumises à des contraintes naturelles

● planification des productions excédentaires

● encourager des productions déficitaires

● révision de l'aide de l'Etat aux productions

● contrôle des travailleurs sur les entreprises agricoles exploitant les travailleurs.

Quels moyens utiliser dans le système pour, à partir du niveau de conscience et de la situation actuelle, parvenir aux objectifs précédents ?

Ex. possibilité, étant bien entendu que souvent les coopératives agissent comme des entreprises capitalistes, d'utiliser certaines coopératives pour la formation des militants et une expérience de prise de contrôle (ex. cité de la Drôme) — Mais contre-exemple sur Arlac.

La formation professionnelle

Contrôle du patronat sur l'ensemble de la formation

« La formation est l'investissement le plus rentable » cf. réunion patronale de Lyon. Le patronat français du moins dans sa fraction la plus avancée (industrie de pointe) a compris le rôle stratégique de la formation pour la politique d'industrialisation qu'il entend mener en vue de se procurer de nouveaux profits. Dans ces conditions contrôler l'ensemble des systèmes de formation afin de les plier aux exigences quantitative et qualitatives de cette politique devient pour lui un objectif essentiel.

Au contrôle direct (sur la formation professionnelle dans les entreprises) et indirect (sur les Grandes Ecoles et les enseignements techniques, qu'il exerçait déjà est venu s'ajouter depuis les réformes Faure, la pénétration dans les universités et les lycées (Conseil d'administration). En imposant ses vues sur le contenu, les méthodes et les structures de formation il entend canaliser les jeunes et les travailleurs sur le plan scolaire, professionnel et idéologique pour atteindre ses objectifs. L'orientation et la formation contraire risquent de se traduire par la sélection permanente selon l'origine sociale dans l'enseignement du 1^{er} et du 2^e degré, par le « tri » des stagiaires relevant de la formation des adultes.

C'est dans cette perspective que le patronat a conclu l'accord patronal interprofessionnel du 9 juillet 1970 sur la formation et le perfectionnement professionnel, accord qui est l'un des volets de la politique contractuelle : pilier de la « nouvelle société ».

Cet accord dont certaines dispositions peuvent paraître positives

Amélioration et rémunération de l'apprentissage, reconnaissance pour chaque travailleur du droit à la formation continue,

offre au patronat des possibilités de pression considérables pour faire prévaloir ses vues.

Limitation du choix des types de formation

La nature du stage ouvrant droit à la rémunération est définie soit par le chef d'entreprise lui-même, soit par les commissions paritaires en fonction de l'intérêt de la « profession ».

D'autre part, le travailleur étant lié par la nécessité de percevoir son salaire ne pourra se perfectionner que dans la branche où il s'est initialement engagé.

Choix des stagiaires

Le candidat au stage aura pu être observé pendant 2 ans au moins, dans son comportement syndical et politique. On voit toute l'utilisation qui peut être faite de ce choix pour tenter d'intégrer les travailleurs les plus qualifiés (« promotion individuelle »).

Recyclage à court terme

Le patronat aura toujours tendance à définir ses objectifs de formation à très court terme parce qu'il refusera de prendre des risques pour son investissement en matière de formation. Le contenu du stage sera donc défini en fonction de « besoins » qui peuvent n'être que passagers.

Absence complète de garantie

quant aux débouchés du stage, amélioration de salaire, changement de statut. C'est le chef d'entreprise qui appréciera seul.

Contrôle des établissements dispensant la formation permanente

« Tous les établissements dispensant cette formation seront soumis à la procédure d'agrément » (cf. déclaration

des représentants du patronat devant les Directeurs de C.E.T. de la Région Parisienne). L'agrément étant délivré par les « commissions patronales professionnelles » mises en place par les organisations patronales et les syndicats ouvriers (accord de février 1969 sur la sécurité de l'emploi) les représentants de l'Education Nationale et des syndicats enseignants en seront exclus.

La participation syndicale dans le cadre des Comités d'entreprise, des conseils de perfectionnement des centres d'entreprise, et inter-entreprises ou des Commissions paritaires pour la formation et le perfectionnement ne garantit pas a priori la satisfaction des aspirations des travailleurs. Tout dépendra du rapport de force selon les branches, selon les entreprises. Encore faudrait-il que les luttes qui pourraient s'engager sur ce plan s'insèrent dans une stratégie faute de quoi les résultats en seraient vite récupérés.

Face à la stratégie patronale (l'accord du 9 juillet en est un aspect) visant à intégrer l'ensemble des systèmes de formation et à les fusionner avec l'appareil de production, le mouvement ouvrier sous peine de connaître de nouvelles défaites doit élaborer une stratégie cohérente.

Le contrôle des travailleurs sur les systèmes de formation

Trois attitudes sont possibles :

- Dénoncer la stratégie patronale et notamment l'accord du 9 juillet comme renforçant l'exploitation ;
- Défendre l'Education Nationale (notamment les enseignements techniques), comme service public ;
- Avancer la stratégie de contrôle ouvrier, la formation n'étant qu'un domaine où elle peut être appliquée.

Si ces trois possibilités peuvent ne pas apparaître comme totalement exclusives l'une de l'autre, il n'en reste pas moins qu'enfermer la lutte dans le seul cadre de la défense de l'Education Nationale (Service public) ne serait pas une réponse efficace à la stratégie patronale dans la mesure où elle risque-

rait de maintenir la division entre l'école et l'université d'une part et le secteur de la production d'autre part.

Il y aura de moins en moins coupure entre la période de la vie scolaire et universitaire et la période de la vie professionnelle. C'est là un fait objectif dont il faut tirer les conséquences.

L'action des travailleurs donc devrait viser à imposer leur contrôle :

Sur la formation professionnelle donnée dans la production

- Choix des stagiaires
- Contenu des formations (apprentissage stage pour les adultes)
- Sanctions et débouchés
- Rapport entre la qualification et l'embauche.

La pratique du contrôle sur la formation professionnelle donnée dans la production pourrait permettre aux travailleurs de comprendre l'intérêt qu'ils ont à étendre leur contrôle.

Sur la formation générale et technique (école et université)

Cf. programme d'action pour l'enseignement.

- Définition des enseignements de base (technologie en particulier)
- Définition des secteurs techniques et « secondaires »
- Définition des programmes.

Sur la formation professionnelle des adultes (et organismes analogues)

- Nature de la qualification
- Rétribution des stagiaires
- Garantie de l'emploi
- Statut des moniteurs.

L'action du P.S.U. devrait tendre à fusionner les luttes des travailleurs, des étudiants, des lycéens, des enseignants, puisqu'ils sont tous concernés par l'offensive patronale dans le domaine de la formation.